

ROUMANIE, VINGT ANS APRÈS : LA « RÉVOLUTION » REVISITÉE

*Textes édités sous la direction de
Catherine Durandin
par Guy Hoedts*

0
ROMÂNIA
Km. 0
BUCUREȘTI
Piata
Universitatii
**LIBERTATE
DEMOCRATIE**
ZONA LIBERA
DE NEOCOMUNISM

Une publication diploweb.com

Des mêmes auteurs :



Catherine Durandin (avec la participation de Guy Hoedts), *La Mort des Ceaușescu – La vérité sur un coup d'État communiste*, Bourin éditeur, 2009.

Conditions d'utilisation du présent recueil

Les auteurs des différentes contributions restent propriétaires des droits de leurs textes respectifs, pour lesquels ils assument la pleine et entière responsabilité. L'utilisation des textes à des fins de citation dans un mémoire, article, ou tout travail de recherche est autorisée, sous réserve de mentionner explicitement la source, conformément aux usages universitaires ou journalistiques. Toute mise en ligne sur Internet est soumise à autorisation préalable des éditeurs. Toute utilisation commerciale est interdite dans le monde entier sans autorisation écrite des éditeurs. En cas de litige, les tribunaux de Paris (France) sont déclarés seuls compétents.

Contact : guy.hoedts@laposte.net

Couverture

Réalisation : Tanguy Verluise
Image de fond : Daniel Mihailescu / AFP

Autres photos : Guy Hoedts.

Le présent recueil rassemble les communications présentées au colloque *1989 en Europe médiane : 20 ans après*, organisé par le Centre d'Étude de l'Europe médiane (CEEM) de l'INALCO, avec le soutien de l'Institut culturel roumain, de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe, et du Conseil scientifique de l'INALCO [Coordinateurs : Catherine Durandin, Marie Vrinat-Nikolov et Emmanuel Dupuy], Paris, 4 décembre 2009 en l'Hôtel National des Invalides.



Ce colloque était placé sous le haut patronage de M. Roland Dumas, ancien ministre des Affaires étrangères (1988 - 1993) et de S.E. Teodor Baconschi, ambassadeur de Roumanie en France. M. Baconschi a été nommé ministre des Affaires étrangères de Roumanie le 23 décembre 2009.



Sommaire

Catherine Durandin : 1989	<u>5</u>
Pierre Verluise : Le contexte géopolitique des journées de décembre 1989 en Roumanie	<u>11</u>
Dennis Deletant : Revisiting the 1989 Romanian Revolution: Some Personal Reflections	<u>18</u>
Vincent Hugeux : Si j'avais su !	<u>29</u>
Marc Semo : Le faux charnier de Timișoara : l'histoire d'un dérapage médiatique	<u>34</u>
Marius Oprea : Vingt ans de transition à la roumaine : des communistes et de Ceaușescu à l'OTAN	<u>38</u>
Patrick Michel : 1989 en son contexte : éléments de réflexion	<u>47</u>
Ceslav Ciobanu : The Perspective of a Moscow Insider	<u>52</u>
Matei Cazacu : Le spectateur engagé : du côté de l'exil roumain	<u>61</u>

Cliquer sur le numéro de page pour s'y rendre directement



Catherine Durandin

(INALCO, Paris)

1989

Les événements d'octobre et novembre 1989, en France, ont donné lieu en 2009 à la tenue d'un grand nombre de colloques, à la parution de multiples papiers, à la diffusion d'émissions de radio et de télévision... Nous avons pu retrouver et écouter les acteurs des journées étonnantes et émouvantes de 1989. Ils racontent, Gratchev, Gorbatchev, Chevardnadze ; ils s'expriment, Havel et jusqu'à Jaruzelski. Ils se souviennent et témoignent, plus qu'ils ne s'interrogent.

Ces acteurs qui nous reviennent, vingt ans après : qu'ont-ils agi ?

L'effondrement d'un système-monde, le communisme, d'un système européen sorti de la Révolution de 1917, du cordon sanitaire des années 1920 contre le bolchevisme, puis de l'installation de l'URSS dans ses espaces libérés et / ou occupés en 1944 - 1945. Le rapport de forces en termes de puissance territoriale, militaire et idéologique a été bouleversé, par ce qu'il faut bien nommer la défaite de l'URSS et l'échec personnel de Gorbatchev. La « Maison Commune » rêvée et voulue par ce dernier n'est pas advenue, en décembre 1989.

Ces acteurs ont participé, (qu'ils l'aient souhaité du côté des opposants aux régimes communistes et des dissidents, qu'ils y aient été acculés du côté soviétique), à une victoire de l'Occident, des États-Unis de Reagan à Bush. Ceux-ci ont joué l'arme idéologique et militaire ou militaro-économique contre une URSS en perte de vitesse. Gorbatchev et ses équipes se trouvaient incapables de recomposer, de remobiliser la croyance. Cette décomposition de la croyance, les analystes de la CIA l'évoquent à Langley depuis le début des années 1970 - ce qui conduit le Département d'État et le président Bush à presser, à harceler leur interlocuteur Gorbatchev en brandissant de manière systématique et répétée le thème du non-respect des Droits de l'Homme.

Sur quelques mois - du printemps à l'hiver 1989 -, une succession d'images s'impose. Ces images, ce sont celles de foules qui marchent au printemps 1989, fuyant la RDA vers la Hongrie afin de gagner l'Autriche, de ces foules qui font éclater un hymne de joie à la liberté, mêlant des mémoires de 1968 et de 1789 autour du Bicentenaire de la Révolution française. Pour les manifestants de Prague qui demandent Havel, il s'agit de renouer avec le militantisme des années Helsinki, des années de dissidence.

1968 : il est interdit d'interdire à la jeunesse... 1977 : libertés fondamentales et respect des droits de l'homme. 1989 : nous sommes *UN peuple*, nous sommes *LE peuple*, proclamation qui, indirectement, en unifiant État et Nation en Allemagne,

ouvre la question des frontières et de leur intangibilité. Jusqu'en décembre 1989, en dépit de ces ébranlements, le sang ne coule pas en Europe. Étrange révolution, étrange libération, ce glissement de l'Ouest vers le Centre et vers l'Est, que l'URSS n'a pas les moyens de contenir.

En Roumanie, le basculement est très différent. C'est un scénario sanglant, tonitruant, une annonce de plus de 60 000 morts en une semaine à peine et un charnier monstrueux de plus de quatre mille corps empilés, plus de quatre mille cadavres nus et terreux qui porteraient des traces de torture, à Timișoara. Un spectacle de ville en guerre à Bucarest. Réveil brutal. Lorsqu'il écrivait, à la demande de ses disciples roumains du Collège de France, les pages consacrées à la Roumanie en tentative de révolution en 1848, dans le volume des *Légendes Démocratiques du Nord*, Michelet notait en 1852 : « Quand on pense à la Roumanie, on ne sait pas pourquoi mais on pleure ». De nouveau en 1989, face à une Roumanie soulevée contre le régime en place, on ne sait pas pourquoi, mais on pleure... De nouveau.

On ne s'attendait pas à ce déclenchement d'insurrection, de manifestations et de répression durant les premières journées des 19 au 22 décembre à Timișoara. On ne s'attendait pas au spectacle d'une sorte de guerre civile confuse dans les artères principales ou à l'aéroport ou face au siège de la télévision à Bucarest : l'armée tire et tue des manifestants. L'armée se solidariserait ensuite avec le peuple, mais des toits du boulevard Magheru ou d'ailleurs, des tireurs embusqués, des terroristes, des sécuristes, des mercenaires aussi, dit-on, tirent sur les manifestants.

On ne s'attendait pas à cette violence, non plus qu'à cette cruauté et pourtant, il aurait bien fallu s'y attendre vu les informations qui, depuis 1988 surtout, présentaient l'état des lieux en Roumanie : les titres fracassants de la presse dénonçaient le Dracula des Carpates, le fou mégalomane, etc. rasant Bucarest en ses vieux quartiers, prêt à démolir les villages traditionnels, épuisant sa population par un choix économique de remboursement de la dette extérieure et de pénurie à l'intérieur, imposant un culte ridicule et obligatoire de la personnalité pour se célébrer lui-même et honorer sa femme Elena. *Paris Match* a publié de violents reportages contre le tyran et cette Elena nuisible, la presse quotidienne, *Libération*, *La Croix* et d'autres ont fait circuler des informations qui auraient dû nous préparer au pire. Les analystes, *Radio Free Europe* en ses papiers, suivaient depuis des années déjà, les dérives du régime de Ceaușescu. Le renversement d'images entre la fin des années 1960 - en mai 1968 en particulier -, où le chef du Parti roumain était présenté comme un bon dirigeant communiste patriote cherchant une voie socialiste nationale et les années 1987 et suivantes, est radical. Le livre de l'ex-haut dirigeant de la Securitate Ion Pacepa passé aux États-Unis, débriefé par les Services américains, publié aux États-Unis et en France en 1987, *Horizons Rouges*, illustre ce renversement : Pacepa décrit les horreurs internes du système politique, le cynisme de Ceaușescu, la brutalité alcoolique du fils Nicu et l'immense sottise arrogante de l'inculte Elena devenue toute puissante.

Nous aurions dû être prêts au pire. Nous ne l'étions pas. Nous avons eu donc une révolution sur écran de télévision comme les Roumains, qui dans leur large majorité sont restés attachés à leur poste de télévision, une télévision occupée par les révolutionnaires qui se partagent entre le Comité central investi le 22 décembre 1989 en extrême fin de matinée, le ministère de la Défense pour le noyau dur des acteurs, et ce siège de la télévision où débarquent - avec

une intelligence tactique remarquable - un Ion Iliescu, un Petre Roman, un général Militaru, un Gelu Voican, suivis par des comparses prêts à se ranger aux côtés du nouveau pouvoir autoproclamé dans l'après-midi du 22.

Pour le public français, ce vécu haletant, romantique, revêtait une saveur particulière aux lendemains du bicentenaire, très orchestré à Paris, de 1789. D'un côté, ces cris joyeux et décidés de « *Libertate* », des portraits déchirés du tyran, de l'autre, la mise en danger de cette Liberté nouvelle par des tireurs embusqués dont on ignore l'objectif : l'arrestation de Ceaușescu et de sa femme a été annoncée dans l'après-midi du 22 décembre. La mort des jeunes non armés face à des tanks aveugles et à des tireurs mercenaires, embusqués, bouleverse. À ce spectacle là, nous étions préparés par notre culture de révolution et de libération, où se mélangent la Révolution de 1789 et la libération de Paris en août 1944.

Prenant en compte les informations dont nous disposions alors, les Hongrois re-brandissaient la mémoire du soulèvement de Budapest de 1956, en juin 1989, ils réhabilitaient Imre Nagy et lui offraient des funérailles nationales... Un autre scénario eût été possible en Roumanie. Imaginons que la minorité hongroise de Roumanie se fût associée aux mutations de la Hongrie en glissement démocratique... Que les 7% de Hongrois de Roumanie, l'occasion de la célébration à Budapest des funérailles réparatrices d'Imre Nagy réhabilité, se mobilisent et manifestent contre ce pouvoir honni des Ceaușescu. Les Roumains de Cluj ou de Satu Mare ou de Târgoviste se seraient-ils solidarisés avec ces frères hongrois ? Ce scénario n'a pas eu lieu : c'est par la fuite et par l'exil que les Hongrois de Roumanie ont contribué à saper le régime de Ceaușescu. Une fuite que les médias hongrois et français, les lobbys hongrois de Washington ont couverte en abondance. Des réfugiés, citoyens roumains de langue et de culture hongroises fuyant la Roumanie pour passer dans un autre pays du bloc. À pied, en voiture, clandestinement pour échapper au pire, à la dictature de Ceaușescu.

Échapper à cette Roumanie de Nicolae Ceaușescu, à la tête du Parti depuis 1965, d'Elena Ceaușescu montée en grade depuis la seconde partie des années 1970. Un régime populaire dans les années 1960, dérouté depuis les années 1980 et condamné depuis 1988 par les voix occidentales. Mais un régime que semblent soutenir encore ou, du moins, ne pas songer à renverser les 4 millions de membres du Parti communiste roumain, sur 22 millions d'habitants. En juin 1989, la minorité hongroise s'est tue, les Roumains ont été abreuvés de refrains - mélange rituel soigneusement dosé d'autosatisfaction et d'autocritique - en vue de la préparation grandiose et très contrôlée du XIV^e Congrès du Parti. Fin novembre 1989, l'ordre règne à Bucarest, en dépit de la chute du Mur de Berlin. Ceaușescu se prépare à assister à Moscou à la réunion du Pacte de Varsovie et à appeler au renforcement de ce pacte à la fois militaire et idéologique... Un peu plus de deux semaines à peine après cette rencontre, la surprise éclate.

La transition négociée ne fut pas possible en Roumanie : pour trois raisons majeures.

1 - L'apathie d'une population fatiguée (morale et physiquement) qui n'a pas de représentation de l'avenir, et que la promesse de restructuration de Gorbatchev ne mobilise pas à la base... (pas plus qu'elle ne mobilise les masses soviétiques). La perestroïka n'est pas connue, les écrits de Gorbatchev ne circulent pas, si ce n'est au sein des élites du Parti, de la génération des cadres supérieurs

d'une quarantaine d'années, les des échecs économiques du système et des ridicules du couple Ceaușescu. Le débat sur ce qui pourrait, devrait changer, n'est pas public. L'anti-russisme culturel et historique sur lequel a joué avec intelligence la direction communiste roumaine depuis la fin des années 1950, perdure. En avril 1964, les Roumains ont été favorables à la déclaration de leur Parti communiste, qui affirmait le droit de chaque pays d'accéder à la réalisation du socialisme selon ses propres modalités. Ils sont restés attachés à une représentation nationale / nationaliste de leur régime communiste.

Paradoxalement, une population qui se sent très éloignée de la Russie / URSS, qui s'est refusé à parler le russe appris à l'école, va en quelques journées de décembre 1989 se retrouver entraînée dans un cadre serré de relations avec l'URSS, dans la ligne voulue par Ion Iliescu et ceux qui l'entourent. Le rôle des officiers supérieurs, militaires du Pacte de Varsovie, formés dans les académies soviétiques est à rappeler. Certains d'entre eux complotaient depuis le début des années 1980...

Les réflexions sur la réforme nécessaire restent confinées dans les cercles des camarades inconnus du grand public, de l'Institut du Parti Ștefan Gheorghiu, de quelques professeurs de la Faculté de Sciences économiques, de quelques professeurs de l'Institut polytechnique. Les tenants d'un débat ouvert et transparent sur le besoin de refonder la relation gouvernants / gouvernés, sur la gestion économique, les questions de productivité, la crise démographique, prennent en 1988 le chemin de l'exil : c'est le cas du dissident Mihai Botez qui rejoint le Kennan Center à Washington après un court passage à Paris à l'automne 1987.

2 - Le rejet du modèle hongrois que la « cour » de Ceaușescu, les historiens de l'Institut de Théorie militaire - depuis 1986 en particulier - l'Académie et ses historiens, les revues d'histoire officielle (la revue *Pages d'Histoire* dirigée par l'agent de propagande pour l'étranger Cristian Popisteanu) vilipendent. Sur fond de retour au conflit roumano-hongrois, de relecture de l'histoire, de réécriture des origines, qui renvoie à l'attribution du berceau de la nation, la Transylvanie, pour les uns comme pour les autres, la guerre des nerfs est intense entre Académie hongroise d'Histoire et historiens officiels roumains dans les années 1986 - 1989. La Hongrie, faisant de nouveau figure d'ennemi héréditaire ne peut, en aucun cas, être perçue comme exemplaire. Sa capacité de nuisance est redoutée.

3 - La véritable obstination stalinienne propre à Ceaușescu sur un invariant idéologique depuis son ascension au sein du Parti, en 1945. Nicolae Ceaușescu s'est opposé à Gorbatchev entre 1987 et 1989, au nom de l'héritage de Staline à conserver. Peut-être la seule évolution du vieux communiste roumain a-t-elle été de mettre l'accent au-delà du conflit Est - Ouest sur la fracture Nord - Sud pour sauver la Révolution.

La transition négociée, avec Nicolae Ceaușescu à la tête du Parti et de l'État, n'était pas possible.

Pour Gorbatchev, depuis la chute du Mur, les priorités concernent le statut de la future Allemagne réunifiée. À Bucarest, il laisse opérer la petite élite communiste réformatrice qui lui est dévouée ; la représentation soviétique à Bucarest est en contact suivi avec l'équipe Iliescu / Stănculescu. Ces camarades roumains sont fiables pour Moscou. Ils savent - on l'a vu à Brașov déjà lors des mouvements de grève et de protestation de 1987 - contrôler et conduire les

cadres et les ouvriers... (Si le 19 décembre à Timișoara, si les 21 et 22 à Bucarest, les ouvriers n'avaient pas lâché le Conducător, il n'y aurait pas eu de chute de Ceaușescu). Grand nombre de cadres supérieurs et moyens sont prêts à en découdre avec la gestion des Ceaușescu, Moscou le sait.

L'institut Ștefan Gheorghiu et les futurs animateurs des groupes de réflexion de « *Un viitor pentru România* » (« Un avenir pour la Roumanie »), qui vont entourer Ion Iliescu au début des années 1990 avaient assez d'intelligence pour jouer sur le double registre du happening TV (soi-disant libre) et de la prise de pouvoir par la force au Comité central et au ministère de la Défense... La conquête du pouvoir est une belle étude de cas pour ces hommes formés à l'histoire des révolutions. Une histoire de la Révolution de 1789 - surtout dans ses années 1792-1793 - qui a marqué l'historiographie soviétique, 1917 étant l'expression réussie de la Révolution avec un R majuscule.

Le moment magistral de cette révolution / coup d'État, conquête du pouvoir récupérant une colère populaire sincère, est celui de l'arrestation, du procès et de l'exécution des Ceaușescu : un moment historique traditionnel, le renversement du tyran, s'inscrit dans une longue tradition, tout en étant profondément novateur, avec la projection télévisée des événements, TV-réalité, mais en temps différé. Le procès, pas plus que l'exécution des Ceaușescu n'ont été diffusés en temps réel. De plus, le film fut coupé, censuré. Les téléspectateurs ne verront ni le peloton d'exécution, ni le moment du tir. Les images conservées et offertes au public seront celles des deux corps du couple, sur le sol, ensanglantés.

À la question qui interroge sur cette élimination des Ceaușescu, répond un **silence gêné. Pas d'analyse critique, pas de retour approfondi, en distance.** La thèse avancée par Ion Iliescu depuis 1989 s'est imposée : il fallait en finir avec le tyran et sa femme pour que le sang cesse de couler, pour que les derniers sécuristes-terroristes censés vouloir sauver le couple, se rendent. Ils ne se sont pas rendus, ils se sont évaporés. Ou alors, comme pour se disculper et évacuer la gêne, on vous avance un rappel des fins de guerre, l'élimination brutale de Mussolini... par exemple. Mais de quelle guerre est-il question dans la Roumanie de décembre 1989 ?

Les hommes qui prennent le pouvoir le 22 décembre 1989 n'ont pas opté pour un scénario de fin de guerre et de défaite des Ceaușescu : c'eût été trop de tragique et trop d'honneur. Pas de faux suicide, pas de suicide sous contrainte.

Pas de scénario à la mode de Codreanu et des légionnaires que le roi Carol II avait fait exécuter en 1938. Déplacés en camion d'une prison vers une autre, le chef légionnaire et les siens auraient tenté de fuir. Il fallut les abattre : les Ceaușescu étaient peut-être trop âgés pour qu'une fuite en folle course puisse être plausible. Le nouveau pouvoir a choisi un spectacle révolutionnaire, offert en différé.

Tous les éléments sont là, la fuite du despote et de sa femme qui quittent le toit de l'immeuble du Comité central en hélicoptère, les accusations traditionnelles (affamer le peuple) et modernes (génocide du peuple roumain). Le montage du tribunal a été mené de main de maître : un groupe de quelques hommes, le général Stănculescu, Virgil Măgureanu qui va conduire les services de Renseignements de janvier 1990 à 1997. La plupart de ces visages sont tout à fait inconnus du public roumain. Manque, pour coller au cadre du procès de Louis XVI, un avocat du couple. Louis XVI eut son avocat. Dans le cas du procès Ceaușescu, l'avocat accuse. Puis vient la sentence, et l'exécution, immédiate.

Pas de pendaison en finale sombre d'un procès de type stalinien, cela supposait un ou des bourreaux. L'opinion n'aurait-elle pas été brutalisée par la pendaison d'Elena ? Le choix a porté sur le peloton d'exécution : des fils du peuple (Elena les appelle « mes enfants ») tirent, ce sont de jeunes conscrits justiciers. Ainsi s'affiche la solidarité entre l'Armée et la Nation.

Le montage est magistralement efficace : en ciblant le couple comme seul responsable de la tyrannie, les acteurs de décembre tirent un trait - FIN -, protègent les camarades et évitent le procès du communisme. Ils offrent un moment révolutionnaire en mettant un point final à la Révolution. Justice est faite, l'origine et la cause du mal sont éliminés : les Ceaușescu. Le tribunal révolutionnaire a tranché : Ceaușescu ne peut pas être jugé par un tribunal existant puisque les anciennes institutions n'ont plus d'autorité - le procureur a rappelé au Conducător que la Grande Assemblée nationale est dissoute.

Les chefs d'accusation sont grossiers, aucune référence à la nature du régime non plus qu'à ses fondements idéologiques. Le mot de communisme est exclu. Le chiffre des victimes avancé, 60 000 ne correspond à aucune réalité des journées de décembre. Le flou des accusations concernant « les actions armées contre le peuple », épargne les militaires, parmi eux, le général Stănculescu, ministre de la défense des Ceaușescu, qui a donné l'ordre de tirer contre les manifestants à Timișoara. L'accusation de « mainmise sur l'économie nationale », très vague, se fait l'écho des frustrations d'une population victime de la pénurie. L'énoncé le plus lourdement habile est celui de « tentative de fuite du pays avec détournement de plus d'un milliard de dollars déposés dans les banques étrangères ». Cette formule inscrit les Ceaușescu dans le registre de l'image du tyran lâche et cupide. Et le tyran est éliminé pour épargner le peuple, tout le peuple, qui, d'un coup devenu martyr (*cf.* le génocide) est innocenté. Ceaușescu a eu conscience de l'obscénité de ce procès en refusant de croire à la réalité du moment : Stănculescu n'avait-il pas lui-même organisé le départ des Ceaușescu en hélicoptère ? La mort du tyran permet d'amnistier l'ensemble de la société communiste... **Ce n'est pas un camarade qui est condamné et exécuté mais un tyran fou et sa co-responsable, Elena.**

Il y eut donc ici un schéma révolutionnaire, dévoyé.

Le moment de renversement du régime des Ceaușescu demeure fascinant. Un « gorbatchevisme », un glissement négocié vers un aménagement de l'état des lieux communistes, ne fut pas possible en Roumanie. Ceaușescu n'était pas prêt à la démission (son arrestation le 22 décembre a éliminé cette option) ; un mode d'évolution faisant référence à la voie soviétique ou hongroise n'était pas acceptable pour la majorité de la population. **Mais grâce à la mise en œuvre de la violence réelle, à son écho télévisé, grâce au scénario reconstitué de fin de règne avec la fuite, l'arrestation, le procès et l'exécution, la population a pu croire à sa délivrance selon des modalités nationales, spécifiques.** Le duel entre une minorité démocrate convaincue et les apparatchiks au pouvoir, va se rejouer dans la rue : manifestations de janvier 1990, Place de l'université, et répression par la descente des mineurs en juin 1990...



Pierre Verluise¹

(Diploweb, IRIS et CRATIL, Paris)

Le contexte géopolitique des journées de décembre 1989 en Roumanie

Le sujet invite à brosser une mise en perspective des événements qui occupent le devant de la scène à compter de la mi-décembre 1989 en Roumanie. Aussi l'essentiel du propos doit-il se consacrer à l'amont. Le néologisme « géopolitique », créé par le Suédois Rudolf Kjellen (1864 - 1922) épouse depuis sa formulation les crises et les tensions du monde. Retenons la définition du *Dictionnaire de l'espace politique* : la géopolitique est une « réflexion sur l'ordonnement de l'espace mondial, avec ses perceptions différentes selon les acteurs et, à partir de là, la description des stratégies qu'ils y développent. »² Ce qui invite à se demander quelles ont été les stratégies des acteurs clés en Europe avant la mi-décembre 1989 ?

Situons l'enjeu. Après la rupture du pacte germano-soviétique (1939 - 1941), l'Union soviétique de Joseph Staline forme une alliance avec les États-Unis. Dès l'été 1944, l'URSS stoppant son avancée d'Est en Ouest sur la Vistule pour laisser à l'Allemagne nazie tout le loisir d'exterminer la résistance polonaise lors de bataille de Varsovie, la dégradation entre Washington et Moscou devient palpable. Il n'empêche que l'URSS réalise au vu des traités de paix de 1945 des gains territoriaux conséquents et étend son emprise sur les territoires d'« Europe de l'Est ». Walter Lippmann³ invente en 1947 l'expression Guerre froide pour désigner la tension entre deux blocs, l'Est et l'Ouest. Le monde, l'Europe et l'Allemagne sont bientôt divisés en deux pôles. Après la crise du blocus de Berlin, l'Allemagne se trouve effectivement divisée en deux États, la République démocratique allemande (RDA) à l'Est et la République fédérale d'Allemagne (RFA) à l'Ouest. Pour mettre fin à des flux migratoires d'Est en Ouest, la RDA construit en 1961 le mur de Berlin. Celui-ci est ouvert le 9 novembre 1989, à l'initiative de l'Est. Bien que le processus du démantèlement du rideau de fer soit antérieur – puisqu'il remonte au 2 mai 1989 – le 9 novembre 1989 reste comme un événement rupture qui accélère la désatellisation de l'Europe de l'Est. Comme l'a écrit Jean-François Soulet, « La désatellisation des États de l'Europe de l'Est fait penser à une géante partie de billard. Les billes se touchent ou se manquent sans que les spectateurs sachent toujours quel joueur a frappé et, surtout, quel est l'auteur – talentueux ou chanceux – de la série finale de

¹ Auteur de *20 ans après la chute du Mur* (Choiseul 2009), co-auteur de *Géopolitique de l'Europe* (Sedes, 2009).

² Stéphane Rosière (dir.), *Dictionnaire de l'espace politique. Géographie politique et géopolitique*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 132.

³ Walter Lippmann, *The Cold War : A Study of the United States Foreign Policy*, New York, Harper, 1947.

carambolages réussis »⁴. Ces mutations sont à la fois caractérisées par leur imprévisibilité, leur rapidité et leur interdépendance. Il en existe trois types : la désatellisation par le haut (Pologne, Hongrie), la désatellisation par le bas (RDA, Tchécoslovaquie) et la désatellisation inspirée (Bulgarie, Roumanie).

Comment en est-on arrivé là ? Considérons successivement les stratégies américaines et soviétiques.

1 - La stratégie américaine

Deux présidents républicains, Ronald Reagan et George Bush (père), se succèdent à la Maison blanche durant les années qui voient les États-Unis gagner la Guerre froide. Ils mettent en œuvre des stratégies différentes mais leur objectif est le même : asphyxier le régime soviétique pour libérer les pays d'Europe de l'Est de la mainmise de Moscou.

Dans un premier temps, le président Ronald Reagan met à l'étude l'Initiative de défense stratégique au début des années 1980. Informé, le Pape Jean-Paul II – d'origine polonaise – ne s'est pas opposé à ce projet, voire l'a soutenu. Jean-Paul II et Ronald Reagan se rencontrent le 7 juin 1982. À partir de la seconde moitié de l'année 1982, la CIA et le Vatican soutiennent en Pologne le syndicat Solidarité. Le poste de la CIA à Varsovie devient le plus important au-delà du Rideau de fer. « En mai 1982 Reagan signa la *National Security Decision Directive* (NSDD) 32, qui prévoyait des mesures économiques, politiques et secrètes pour "neutraliser les efforts de l'URSS pour maintenir son emprise en Europe orientale". Cela s'inscrivait dans une stratégie générale, apparemment directement inspirée par le président lui-même, reposant sur des idées simples, mais efficaces. On ruinerait l'URSS par la compétition militaire et technologique. On multiplierait les opérations secrètes pour encourager les opposants en Pologne, mais aussi en Hongrie et en Tchécoslovaquie. On accorderait une aide financière aux pays du pacte de Varsovie en fonction de leur respect des droits de l'homme et au rythme de leurs réformes politiques et économiques. On maintiendrait un embargo économique et technologique à l'encontre de l'URSS, prolongeant les sanctions prises après le coup d'État de Jaruzelski en décembre 1981. On doterait de davantage de moyens *Radio Free Europe* et *Voix de l'Amérique*. »⁵ Les radios américaines s'avèrent un outil efficace du *soft power*. Les États-Unis peuvent ainsi contrer la présentation faite par les médias sous influence soviétique, diffuser leurs valeurs et ancrer l'image d'un sauveur universel qui marque profondément les esprits dans les pays du bloc de l'Est. De 1982 à 1989, les États-Unis auraient dépensé en Pologne plus de 50 millions de dollars pour venir en aide à Solidarité.

Le 23 mars 1983, Ronald Reagan fait un coup d'éclat en annonçant l'Initiative de défense stratégique (IDS, en anglais : *Strategic Defence Initiative*, *SDI*). L'objectif annoncé est d'étudier la faisabilité des différentes technologies envisageables pour mettre au point une défense spatiale contre les missiles balistiques soviétiques. C'est pourquoi il est fait parfois référence à « la guerre des étoiles ». Ce projet menace de démonétiser l'armement nucléaire soviétique. Au-delà de cette relance de la course aux armements, Ronald

⁴ Jean-François Soulet, *L'Empire stalinien. L'URSS et les pays de l'Est depuis 1945*, Librairie générale française, Livre de poche, 2000, p. 199.

⁵ Georges-Henri Soutou, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, 2001, p. 642.

Reagan cherche à obliger l'URSS à faire de nouveaux efforts dans une course technologique pour la pousser à négocier, voire à l'asphyxier. Le général Henri Eyraud écrit ainsi : « Pour Washington, l'Initiative de défense stratégique était un investissement sur l'avenir, un programme de recherche à moyen/long terme, plus "moral" que la dissuasion. Le projet de Reagan était une utopie, les experts en convenaient, mais aussi un moyen de pression efficace sur la stratégie soviétique. Plus malin et moins cow-boy qu'on ne croyait souvent, le président l'avait très bien senti et il tenait à son idée du 23 mars 1983.»⁶

Parce qu'il partage l'objectif de la Maison blanche, le Pape ne dénonce pas publiquement l'IDS. À la fin de l'année 1983, Ronald Reagan fait installer les premières fusées *Pershing II* en République fédérale d'Allemagne. Alors que les opinions publiques occidentales sont parfois inquiètes de ces initiatives, que les relais soviétiques s'ingénient à présenter d'une manière biaisée, Ronald Reagan reçoit un soutien ferme de Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni (1979 - 1990). La « relation spéciale » que les Britanniques entendent maintenir et développer avec les États-Unis se trouve donc renforcée durant ces années décisives.⁷

Une fois armé pour parlementer, Ronald Reagan engage durant son second mandat des discussions avec Moscou. L'objectif reste cependant de reconfigurer les paramètres des relations Est - Ouest pour dépasser la Guerre froide. « Reagan ne passa pas de la fermeté à la négociation à partir de 1985 par légèreté ou par inconséquence psychologique, ce dont on l'accusa parfois à l'époque, ou pour des raisons purement électorales : cette évolution était réfléchie et il n'y eut pas deux stratégies successives, mais complémentaires, toutes les deux visant la fin du communisme et la fin de la Guerre froide. »⁸ Ronald Reagan débute en position de force ses relations avec Mikhaïl Gorbatchev, élu Secrétaire général du PCUS en 1985. Le 8 décembre 1987, ils signent le traité de Washington sur la destruction des euro-missiles. Après la révélation début 1987 de l'*Irangate*, ce succès diplomatique relance sa popularité. Guy Millière fait le bilan suivant des deux mandats de Ronald Reagan : « Reagan fit sortir les États-Unis de la doctrine Truman et engagea un effort de réarmement éthique et matériel qui ne fut pas sans conséquences. Il délégitima moralement l'Union soviétique, soit "l'Empire du mal", il entreprit de l'essouffler économiquement et militairement jusqu'à ce qu'elle s'effondre comme un château de cartes. Le président avait dit lors de son discours inaugural que le communisme soviétique, aussi abominable et abject qu'il fût, n'avait plus qu'une décennie à vivre. Et il ne s'était pas trompé. Comme l'a écrit mon ami Martin Anderson qui fut son principal conseiller à la Maison Blanche, Reagan avait un plan, et tout s'est passé comme prévu. »⁹ Son vice-président, George Bush, se prépare alors à l'élection présidentielle.

Après avoir été directeur de la CIA en 1976-1977, quand le général Vernon Walters en était directeur adjoint, puis vice-président des États-Unis aux côtés de Ronald Reagan, George Bush lui succède de 1989 à 1992. Il donne alors toute sa mesure dans la gestion des relations Est - Ouest, achevant la mission. Et l'on retrouve le général Vernon Walters comme ambassadeur des États-Unis en RFA à compter d'avril 1989.

⁶ Henri Eyraud, *La fin de la Guerre froide*, Presses universitaires de Lyon, 1992, p. 54.

⁷ Robert Boyce, « Grande-Bretagne/États-Unis : une "relation spéciale" à sens unique ? », dans Jacques Leruez (dir.), *Londres et le monde. Stratèges et stratégies britanniques*, Autrement, 2005, p. 44.

⁸ Georges-Henri Soutou, *Ibid.*, p. 635.

⁹ Guy Millière, « La Russie vue des États-Unis », *Outre-terre*, 2003, n°4, Eres, p. 173.

Bien que George Bush ait été le vice-président de Ronald Reagan durant huit ans, on observe une stratégie en partie différente. Il est vrai que la crise du bloc de l'Est s'est aggravée entre temps, en partie du fait de la politique de son prédécesseur. Comment empêcher cependant les Soviétiques de tirer avantage de la situation à travers la dialectique de la « Maison commune » ?

Georges-Henri Soutou explique : « (...) Bush fut très ferme. Le document du *National Security Council* NSD 23 de mai 1989 posa trois conditions à une réelle détente avec Moscou : une réduction significative des forces en Europe ; une démocratisation interne de l'URSS pour fournir une base plus crédible à sa politique de coopération internationale ; la renonciation à la doctrine Brejnev et la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples d'Europe orientale. Bush prononça en mai 1989 cinq grands discours, par lesquels il exposa son programme. La nouvelle Administration était bien préparée aux événements qui allaient survenir, lesquels se précipitèrent cependant en quelques mois à un rythme totalement imprévu : on pensait en effet à Washington que pendant deux ou trois ans, pas moins, communistes et non-communistes allaient se partager le pouvoir en Pologne et en Hongrie, et qu'ensuite progressivement le communisme disparaîtrait dans ces deux pays et ailleurs. »¹⁰

En réponse à un discours de Mikhaïl Gorbatchev, George Bush propose en septembre 1989 une réduction radicale des stocks d'armes chimiques des deux Grands.

Au mois de novembre 1989, George Bush écoute les conseils de l'ambassadeur des États-Unis à Bonn – le général Vernon Walters – et soutient activement la réunification de l'Allemagne tout en évitant sa neutralisation¹¹.

2 - La stratégie soviétique

Le Secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev (1985 - 1991), doit faire face à une crise systémique à laquelle il tente d'apporter une réponse stratégique. Pour Georges-Henri Soutou, « La "nouvelle pensée" était sans doute au départ une réflexion stratégique sur les bases suivantes. Un constat d'abord : l'échec de la politique de confrontation et d'expansion poursuivie depuis les années 1970. Un double diagnostic ensuite : la politique de confrontation, loin d'affaiblir la cohésion occidentale, l'avait au contraire en définitive renforcée autour d'une politique plus dure. D'autre part, pour rétablir la puissance soviétique, il fallait rétablir l'économie. De ce diagnostic découlait un traitement d'ensemble : il fallait engager une véritable détente, pour éviter que la politique occidentale ne continuât de se durcir et d'exploiter dans son sens la nouvelle « corrélation des forces », et aussi pour pouvoir moderniser l'économie. Pour cela, en effet, on avait besoin de technologies et de crédits occidentaux ; il fallait donc créer un environnement favorable, il fallait là aussi une détente et le désarmement pour amener l'Occident à ralentir ses efforts militaires et pour pouvoir dégager des ressources en Russie même. »¹²

¹⁰ Georges-Henri Soutou, *Ibid.*, p. 699.

¹¹ Cf. Vernon Walters, « La chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 », entretien avec Pierre Verluise. Publié en septembre 2002 sur le site www.diploweb.com à l'adresse <http://www.diploweb.com/p5walt3.htm>.

¹² Georges-Henri Soutou, *Ibid.*, p. 669.

Alexandre Zinoviev ajoute : « Avec la venue de Gorbatchev, les dirigeants soviétiques proposent à l'Occident la forme de mensonge qui convient à ce dernier. Ils se sont mis à jouer la volonté de mener des réformes qui supprimeraient tous les griefs nourris par les Occidentaux envers l'Union soviétique. Nous assistons à une campagne grandiose visant l'opinion internationale, telle que l'histoire n'en a jamais vue ». ¹³ Mikhaïl Gorbatchev remporte ce succès médiatique, explique Michel Heller, parce qu'il sait « se conformer à l'image que l'on attend de lui. C'est exactement le leader communiste que le monde occidental espère depuis la Révolution d'Octobre 1917 : pacifique, libéral et démocrate, tout en restant fidèle socialiste ». ¹⁴

Le directeur de la rédaction du *Monde*, Daniel Vernet, énonce ainsi le résultat obtenu en 1990 : « Depuis que Mikhaïl Gorbatchev est arrivé au pouvoir en 1985, l'image de l'Union soviétique s'est radicalement transformée. Fondièrement négative dans les dernières années du règne de Leonid Brejnev, assombrie par le ballet des gérontes du Kremlin, la chasse au dissident et l'invasion de l'Afghanistan... Elle est redevenue positive, sinon radieuse. » ¹⁵

Réputée communiste, l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev affiche bientôt des centaines de mini-partis d'innombrables tendances. Étiquetée totalitaire, l'URSS se prétend maintenant attachée à l'idéal démocratique et à l'État de droit. Classée économie planifiée, l'URSS produit alors par la bouche de Mikhaïl Gorbatchev un discours de « réforme » en faveur de l'économie de marché. Crainte comme une menace militaire, Moscou sature désormais les Occidentaux de propositions de désarmement... et obtient le retrait des Pershing américains déployés en Europe de l'Ouest. Mikhaïl Gorbatchev impose ainsi une nouvelle grille de lecture de l'Union soviétique. Alain Besançon explique que : « L'image de l'URSS, et surtout de son leader, a été transformée grâce à une campagne mondiale où il est difficile de faire la part des "mesures actives" de la désinformation soviétique et du retournement spontané de l'Occident, toujours désireux de croire ce qu'il veut croire, à savoir l'imminent alignement du monde soviétique sur les idéaux du monde démocratique ». ¹⁶

Pour révolutionner l'image de l'URSS, la direction soviétique se donne une allure occidentale, en avouant dans la presse des secrets précédemment bien gardés : la prostitution, la toxicomanie, les accidents ferroviaires ou aériens. En présentant de façon très maîtrisée des réalités finalement assez communes, il s'agit de redonner de la valeur aux informations de source soviétique... pour assurer une meilleure diffusion de la parole du Kremlin.

Aussi bien en Union soviétique qu'à l'étranger, « il s'agit de maîtriser le Verbe afin de le transformer en une arme puissante entre les mains du Secrétaire général » ¹⁷, écrit Michel Heller. Il précise : « Tout est fait pour endiguer le flot d'informations vraies pour le mêler au mensonge, l'adapter aux besoins du moment. (...) L'une des réussites les plus magnifiques de la *glasnost* est d'avoir libéré les correspondants étrangers en poste en URSS de la nécessité de trouver des nouvelles. Toutes les « nouveautés », toutes les « nouvelles à sensation » leur tombent, préfabriquées, de sources soviétiques : par le biais des agences de presse TASS et

¹³ Alexandre Zinoviev, *Le Gorbatchevisme ou les pouvoirs d'une illusion*, L'Âge d'Homme, 1987, pp. 11-12.

¹⁴ Michel Heller, *Le 7^e Secrétaire, splendeur et misère de Mikhaïl Gorbatchev*, Olivier Orban, 1990, p. 371.

¹⁵ Daniel Vernet, *URSS*, Seuil, 1990, p. 5.

¹⁶ Alain Besançon, dans un ouvrage collectif co-dirigé par Jean-Marie Benoist et Patrick Wasjman, *Après Gorbatchev*, La Table ronde, 1990, pp. 63-64.

¹⁷ Michel Heller, *Ibid.*, p. 128.

Novosti, aux "briefings" dans les ministères, lors de conversations de confiance avec les leaders soviétiques. Plus n'est besoin, à présent, d'autres sources qu'officielles. (...) Jamais, auparavant, même dans les conditions de la censure la plus stricte, on était parvenu à contrôler aussi formidablement la presse étrangère. »¹⁸

Un diplomate français confie lors d'un entretien au Quai d'Orsay : « Après avoir parasité les peuples d'Union soviétique, puis des pays d'Europe de l'Est, la direction soviétique fait tout pour parasiter le troisième cercle : l'Europe de l'Ouest. À cet égard, l'endettement délibéré est un processus d'ancrage magistral. »¹⁹ Les Soviétiques ont semble-t-il compris qu'à partir d'un niveau de crédit conséquent, le débiteur tient son créancier. Parce que le débiteur peut facilement le mettre en danger, en suspendant ses remboursements. Le rapport de force est donc, paradoxalement, en faveur du débiteur.

Or l'endettement extérieur soviétique fait plus que tripler de 1985 à 1991²⁰. Au mois de décembre 1991, la dette extérieure soviétique atteint 70 milliards de dollars. Elle se répartit alors de manière presque égale entre les banques et les créanciers publics étrangers. Tous font grise mine lorsque l'URSS suspend le remboursement de sa dette, le 4 décembre 1991.

Les pays ouest-européens viennent largement en tête des pays créanciers, avec plus de 75% des créances soviétiques. À elles seules, l'Allemagne et la France supportent 46% de la dette extérieure soviétique. L'Allemagne en détient 36% et la France 10%. La France se trouve donc au deuxième rang mondial des créanciers. L'Italie occupe le troisième rang avec 7%, et le Royaume-Uni le quatrième avec 5%. Ainsi, ces quatre piliers de la Communauté économique européenne supportent-ils à eux seuls près de 60% de la dette soviétique. Il est à noter que l'engagement des États-Unis et du Japon reste pour chacun inférieur à 2,5% du total. Il paraît donc possible d'évoquer une surexposition des Européens en matière de risques sur l'URSS.

Parallèlement, la fuite des capitaux soviétiques a sans cesse pris de l'ampleur depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. Au total, plus de quinze canaux permettant la fuite des capitaux soviétiques ont été identifiés.

Au 1^{er} décembre 1991, soit quelques jours avant la suspension de paiement d'une dette extérieure de 70 milliards de dollars, les spécialistes évaluent entre 25 et 100 milliards de dollars les capitaux soviétiques ainsi déposés à l'étranger, à l'abri des créanciers. Ces capitaux en fuite représentent une menace potentielle pour la stabilité des marchés financiers. Des mouvements coordonnés pourraient avoir des incidences majeures. Quoi qu'il en soit, le 4 décembre 1991, Moscou annonce la suspension du paiement de sa dette extérieure. Les caisses sont vides... et pour cause.

L'endettement délibéré et la fuite des capitaux mis en œuvre durant les années Gorbatchev pourraient être deux moyens utilisés de manière simultanée au service d'une même stratégie : l'ancrage de la zone soviétique à la sphère de prospérité occidentale. Ce ne serait, dès lors, pas un hasard, si l'Europe de

¹⁸ Michel Heller, *Ibid.*, p. 101 et p. 143.

¹⁹ Entretien avec Pierre Verluise, Paris, Quai d'Orsay, 1991.

²⁰ Toutes les données ci-après concernant l'endettement extérieur soviétique puis la fuite des capitaux soviétiques sont extraites des informations rassemblées auprès de la Banque de France, de la Banque centrale de Russie, des banques françaises et des experts rencontrés entre 1991 et 1994 par Pierre Verluise, pour *Le nouvel emprunt russe*, Éd. Odilon Média, 1996, 210 p.

l'Ouest, espace stratégique prioritaire pour les Soviétiques, se trouve dans la situation la plus difficile.

Cette stratégie, si brillante soit-elle, n'a pas empêché la chute du rideau de fer, l'éclatement du bloc de l'Est... puis l'implosion de l'URSS le 8 décembre 1991.

Quelques pistes de recherche

Au vu de cette stratégie soviétique, nous sommes en mesure de nous interroger : entre mai et décembre 1989, dans quelle mesure l'URSS ne s'est-elle pas laissée faire une « douce violence » durant la désatellisation des pays du bloc de l'Est ? Avec quelle intention stratégique ? Rebattre les cartes ? Tenter de s'ancrer à l'Europe de l'Ouest ? En effet, alors que Moscou disposait très probablement sur place de tous les relais nécessaires, l'URSS n'a pas empêché l'ouverture du Mur de Berlin le 9 novembre 1989. Dès le 10 novembre 1989, la révolution de palais qui survient en Bulgarie se fait au bénéfice de dirigeants proches des soviétiques. Fin novembre, le parti communiste tchécoslovaque est particulièrement pressé de quitter le devant la scène. Dans les jours qui précèdent la mi-décembre 1989, plusieurs milliers de « touristes » soviétiques entrent en Roumanie pour s'ajouter à ceux déjà présents auprès de la représentation soviétique et contribuer à la mise en scène de « la mort du tyran » destinée à légitimer ce qui s'avère être au vu des recherches un coup d'État communiste au bénéfice de « gorbatcheviens ». Ajoutons que les médias de quelques « anciens » pays du bloc de l'Est participent à l'extraordinaire opération de désinformation organisée autour de cet événement. En admettant que l'URSS ait eu un jeu dans cette affaire, les États-Unis l'ont-ils détourné ? Peut-on envisager que ces deux puissances généralement divergentes aient pu être convergentes sur certains dossiers de 1989 ?

Autrement dit, les zones troubles de la deuxième quinzaine de décembre 1989 – étudiées dans les autres contributions à ce colloque – questionnent voire éclairent d'un jour étrange les événements qui les ont précédé dans d'autres pays. Gardons-nous, cependant, des généralités et sans faire d'amalgames, poursuivons nos recherches.



Dennis Deletant

(School of Slavonic and East European Studies,
University College London)

Revisiting the 1989 Romanian Revolution: Some Personal Reflections

The Romanian revolution was for me, my own personal revolution. It brought me – to use Andy Warhol's expression – my "fifteen minutes of fame" for it catapulted me and Romanian studies at the School of Slavonic and East European Studies of the University of London, into the public eye. On 16 December 1989, I was watching television news coverage at home featuring protests in Timișoara, when the telephone rang. It was a call from John Simpson, Chief Foreign Affairs Correspondent of BBC Television, inviting me to come down to the news centre in Wood Lane to discuss the situation in Romania. Earlier in the year, in May, John had asked me to suggest contacts in Romania for a documentary which he was fronting on Ceaușescu's draconian austerity measures and his plans to "phase out" i.e. destroy, up to half of Romania's 14,000 villages. John had wanted me to accompany him on that visit but I was unable to do so since I had been declared *persona non grata* in the previous December by the Romanian authorities for my "hostile comments in the British media on the Romanian regime."²¹ Now, a car was sent to pick me up and I brought John up to date with Ceaușescu's attempts to shore up his regime by ever-increasing appeals to national unity and stage-managed displays of "support" for his policies, culminating in his address to the Fourteenth Party Conference on 20 November 1989 for which he received more than thirty standing ovations.²²

On 20 December, after Ceaușescu's televised address to his people which was monitored by the BBC, John put me on the spot by asking, "Well, Dennis, is this the end for Ceaușescu or not?" Until Timișoara I had been confident that Ceaușescu would buck the trend for change in Central Europe but his appearance on television flanked by his stony-faced gerontocratic wife, and an almost fossilized Politburo, instilled in me a conviction that this moment marked the beginning of the end of his regime and I replied, "Yes." "Right, then I'm off

²¹ John and his camera crew were detained by the *Securitate* in Cluj for several hours and their videotape 'wiped' and returned to them. What the *Securitate* did not know was that the BBC had the technology to restore 'wiped' tapes and upon John's return he asked me to translate interviews recorded with Romanians.

²² After the meeting with John I was driven to the World Service studios at Bush House where I gave what was to become an almost daily series of interviews on events in Romania until 29 December when I left for the country to join John.

to Romania but I want you to be my anchor here in my office while I am away", was his response. And so began a week of virtually uninterrupted work for me in Wood Lane – I did not return home for two nights but slept in an office at the BBC. As "anchor" in London I had access to the reports from the major international news agencies as they came through on a teleprinter, as well as to television "feeds" from camera crews from thirty-six international TV companies dispersed around Romania. On 26 December, John, who had entered Romania with a camera-crew by road from Yugoslavia since Bucharest's Otopeni airport had been closed after a serious friendly-fire incident, called me from the Romanian capital with an invitation to join him with a second crew on the assumption that with Ceaușescu's execution the previous day, the ban on my entry to the country would no longer be applied. On 29 December, I flew to Warsaw with two BBC camera crews and reporters, and after a four-hour wait we caught a Balkan airlines flight to Sofia.²³ Upon arrival we slept fitfully on the floor of the airport until we secured cars for the journey overland to Bucharest. The cars were two dark-blue Mercedes hired from *Hertz*, and a black jeep, the latter driven by a Bulgarian who was accompanied by what we took to a security officer, in mufti. We drove gingerly through deep snow up to the Danube at Ruse where, barely awake after our previous sleepless the night, we decided to rest before crossing into Romania. At dinner in our hotel we met up with a couple of British reporters who had just come out of Romania *en route* to the UK. In my state of exhaustion their graphic accounts of shooting in Bucharest failed to move me in any way but did make enough of impact for the two news producers, who had clearly come well-prepared for signalling our affiliation, to unfurl two large Union Jacks and secure them over the bonnets of each of the Mercedes.

At daybreak on the next morning, 31 December, we drove in our lone convoy of three vehicles across the Danube bridge to the Romanian frontier at Giurgiu. As the only speaker of Romanian in our group I acted as spokesperson, explaining to the duty passport officer that we were joining another BBC team already in Bucharest, and without much ado, and payment of forty dollars for each of the visas, which he stamped into our passports, he wished us well, warning us that there had been sporadic shooting in some of the villages on our route to Bucharest. In fact, in every village through which we passed during our sixty-kilometre journey, the inhabitants, men, women and children, applauded us, giving the Churchillian V - for-Victory sign, in recognition perhaps both of our flag as well as their own victory over oppression. We reached Bucharest at midday and joined John Simpson at the Intercontinental Hotel. Two of the windows in my room, on the eleventh floor, had bullet holes. John advised me not to stray in front of them, to pull the curtains at night, and use only the table lamps because snipers were still active.

Fear of snipers certainly kept Bucharesters off the streets at nightfall, a state that I soon became acutely aware of that very evening since John asked me to accompany him by car to a district in the south of the city to interview the widow of a young man who had been shot on the evening of 22 December during anti-Ceaușescu protests. Occasional gun-shots could be heard as the car, driven by our cameraman, made its way slowly through several inches of snow. At one point the tyres lost their grip and we were stuck, a lone vehicle under the light of a single street-lamp, at the foot of the half-completed *Casa Republicii*, Ceaușescu's gigantic palace, the largest building in Europe, shrouded in darkness. As further cracks of gun-fire rang out close by, John turned to me, sitting in the back seat beside Wendy, our red-head Welsh producer, and said, "Well, Dennis, you're expendable, please get

²³ One crew, reporter and director, worked for BBC 2, the second for BBC Breakfast News.

out and give us a push." He then smiled, got out of the car with me, and together we lost no time in putting our combined weight behind the boot. To our relief, the wheels gripped immediately and we smartly resumed our seats. But was not the last of our hitches. Without a street map, and in a virtual blackout – the product of Ceaușescu's energy-saving measures – we could not locate the widow's address which I was aware was close to an army barracks. Anxious to get directions, I wound down my window and called out to a woman trudging through the snow carrying two bulging plastic bags. When I asked for her help, she dropped the bags and screamed, "*Securitate, securitate*" Immediately people rushed from their houses and surrounded our car. I got out and produced my passport, hoping that the woman would realize from my accent and physiognomy that I was not Romanian, but in her hysteria she shrieked, "We know you *Securitate* people" and pointing to our Mercedes (no longer with its Union Jack), "you use dark cars with special number plates (we had Bulgarian plates), and fake identity." I then asked Wendy to get out of the car and said calmly to the woman, "Look, do you really think that this lady is *Securitate*, no, she is from the BBC, we are all from the BBC." In the front rank of the crowd was an elderly man who had been following this exchange intently. He now stepped forward, put his hand on the lady's arm to calm her down, and then, with a smile, said, "I believe you, you must understand that our desire to see the end of Ceaușescu has created a sense of paranoia in many. How can we help?" I translated his words for our team. His trust in us satisfied the crowd which quickly dispersed. In fact, we happened to be only a street away from the widow's home. The elderly man knew her and walked alongside the car until we reached her house. His presence seemed to reassure the widow, who with a young child holding her hand, invited us in. After the interview John discreetly gave her a wad of banknotes and we returned to our car, and to the hotel.²⁴

I have recounted this incident in an effort to give some sense of the atmosphere reigning in Bucharest in the immediate aftermath of Ceaușescu's overthrow. Paranoia, mistrust, uncertainty about the future, a glut of firearms in circulation, some in the hands of young men fired by *machismo*, who had little idea of how to use a rifle or an automatic weapon. Indeed, many of the conscripts whom I witnessed exchanging fire with snipers, returned fire over the heads of civilians, placing the latter in a direct line of fire from the adversary. Such basic failures in training resulted in many friendly-fire casualties in Bucharest. The danger posed by snipers was vividly brought home to me. On the evening of 7 January 1990, I was making my way along a lugubrious street in the centre of the city to visit a family friend when, stepping into the light of a street lamp, I heard a sudden crack and then ping from a low wall fronting a house which I was passing. On the pavement just in front of me lay the head of a bullet. As I bent down to examine it, a militiaman, rifle in hand, came running out of the shadows and shouted to me to get out of the light. I left the bullet, moved to the shadow of a car and crouched down beside it. After a few minutes the militiaman, who had taken cover behind another vehicle, crept forward,

²⁴ The interview was included in one of John's pieces from Bucharest and after it was shown, elicited a number of donations from viewers which were sent to the BBC – including a particularly generous one from a lady in Belgium. On a subsequent visit to Bucharest, a couple of months later, I went to the widow's home to hand over the monies, but she had moved away without leaving a forwarding address with her neighbours. I returned the Belgian lady's donation to her, and the other sums to the BBC.

picked up the bullet, and handed it to me. It was still warm.²⁵ "There", he said, "you were a foot away from death. There is a sniper in the block of flats opposite and we are trying to take him out." He asked me what I was doing on the street at that particular hour and I explained that I had come to visit a friend. He asked the name of the friend and the number of his house and from my accent realized that I was not Romanian. When I told him that I was British, he made the sign of the cross and exclaimed, "God was watching over you tonight." Fortunately, I was only a few steps away from my destination. He accompanied me to the gate and then retreated into the gloom. I shouted my thanks to him.

The ubiquity of snipers in Bucharest spawned a host of rumours about their aims and allegiance. Indeed, rumour factories were the only institutions which, alongside the *Securitate*, had worked overtime during Ceaușescu's rule. On the streets and in the press the snipers were generally dubbed "terrorists". Some Romanians regarded them as "*securiști*", members of the *Securitate*, while informed commentators described them more specifically as rogue elements of USLA (*Unitate Specială de Luptă Antiteroristă*), the anti-terrorist unit of the *Securitate*, who, until Ceaușescu's execution on Christmas Day, fought to restore the dictator to power, but who, after his death, gradually faded into the shadows. A team of three or four men who broke into the residence of the British Ambassador opposite the Romanian TV studios on *Strada Emil Pangratti* and installed a machine-gun on the roof fitted the description of all the above categories. They sprayed the studios for more than an hour before tank-fire reduced the residence to a burned-out shell.²⁶ The gunmen were never caught.

This incident can be catalogued alongside the sudden explosion of gunfire which erupted in the main square facing the Central Committee building on the evening of 22 December, just as the crowd was being addressed by a series of speakers expressing their condemnation of the Ceaușescu regime. Who carried out the attack, which left the building pockmarked with bullet-holes and set the adjacent university library on fire, has never been established. It left several people dead and some argue that it was a "diversion", staged in order to give credibility to the existence of "counter-revolutionary" forces who were attempting to restore the dictator to power, and therefore to give legitimation to the creation of the "National Salvation Front" proclaimed barely hours earlier by Ion Iliescu. This view sat comfortably with the argument that a popular revolt, begun in Timișoara, was hijacked by second-echelon Communists led by Iliescu and turned into a "revolution". Others went further and claimed that the events in Timișoara were the first step in a conspiracy, led by anti-Ceaușescu Communists fronted by Iliescu, to overthrow Ceaușescu but to maintain Communists, if not the Party, in power. Many Romanians felt that they had been duped, and that the sacrifice made in December 1989 had been to no avail. Their view may be summed up in the verdict that while the Communist Party was declared dead in January 1990, no one ever produced a death certificate. They pointed to the presence of Lieutenant-General Victor Stănculescu, First Deputy Minister of Defence under Ceaușescu, in the National Salvation Front Provisional Government. Stănculescu, who had played, it was proved later, a prominent role in the repression by the army of demonstrations in Timișoara on 17

²⁵ I still have it.

²⁶ The ambassador was not at home at the time, but his wife and three daughters were. On the intrusion of the gunmen they took shelter in the basement and spent a couple of terrifying hours there before the shooting ceased. They survived unharmed physically, but were so traumatized that the ambassador withdrew with them to Sofia.

and 18 December, was appointed Minister of the National Economy on 28 December 1989 and held the position until 16 February 1990, when he became Minister of Defence.²⁷ My presence in Bucharest with the BBC affords me another reminiscence of the aftermath of the revolution, one involving Stănculescu.

On 6 January, I was with the actor Ion Caramitru, who, together with the poet Mircea Dinescu had been amongst the first figures to appear on Romanian TV after Ceaușescu's flight from Bucharest with an emotional appeal to support the revolution. Caramitru was an old friend and on learning of my presence in Bucharest with the BBC invited me to the seat of the NSF Provisional Government in *Palatul Victoria* in the centre of Bucharest where he had been given an office. He offered me a position as head of cultural affairs for the county of Bacău, saying that he wanted to replace all Ceaușescu yes-men in the field of culture. When I asked what was special about Bacău he replied that it had just come to his lips but that I could chose any county I wanted. I thanked him profusely for the honour but declined on the grounds that local Romanians would find it difficult to accept a non-Romanian in the position of cultural affairs director of their county. Whilst we were talking the phone rang and Caramitru picked it up. At the other end of the line was General Stănculescu who asked me to pay him a visit and gave me his location. He did not have transport available for me and asked Caramitru to provide a vehicle from the government pool at Palatul Victoria. I agreed to go and jumped into a jeep that was waiting for me at the entrance. The driver then requested me to give him directions to Stănculescu's office. He explained that he had been drafted in from the provinces together with other drivers since the new Government did not trust the Communist Party drivers who had been laid off and that he was unfamiliar with the geography of Bucharest. Fortunately, I knew how to get to the General's office.

Upon my arrival I was escorted by two armed guards in civilian clothes up to the fourth floor of a building on *Calea Victoriei* and ushered into Stănculescu's room. He, too, was in mufti. He explained that he wanted to get an urgent message to the British Government but since the ambassador had withdrawn to Sofia, did not know whom to contact in Bucharest. He had been told that I was in the capital with the BBC and asked me to pass his message on. It was a request for medicines, food, and assistance with restoring the country's energy (electrical) generating capacity. I told John Simpson about the message. He transmitted it by satellite link to London. I informed him that I knew that at least two British diplomats had remained on duty at the embassy and said that it would be appropriate to try to contact them. He agreed and I walked to the embassy. I showed my passport to some Romanian soldiers at the entrance and

²⁷ Stănculescu was replaced on 28 June 1990. He had been tasked by Iliescu, Brucan and Gelu Voican-Voiculescu, the senior National Salvation Front triumvirate, with the organization of the Ceaușescu's trial. Stănculescu and Lieutenant-General Mihai Chițac, head of the chemical troops and commander of the Bucharest garrison, were charged in January 1998 with 'incitement to commit murder' for their part in events in Timișoara. They were each sentenced by the Romanian Supreme Court on 15 July 1999 to 15 years jail for the murder of 72 people and the wounding of 253 others during the uprising in Timișoara on 17 and 18 December 1989. Both generals lodged an appeal against their conviction. Their sentences were upheld by the Supreme Court on 25 February 2000 but further appeals delayed their application. Eventually, on 15 October 2008, the Supreme Court upheld once again the sentence and both generals are currently in prison, although often released for medical treatment.

was allowed in. In the courtyard I found the military attaché, Lt-Col Bill Chesshyre, to whom I related General Stănculescu's message. Colonel Chesshyre thanked me for taking the trouble to contact him and a couple of months later I was thanked personally for my gesture by David Mellor, Under-Secretary of State at the Foreign and Commonwealth Office.

During my meeting with General Stănculescu I seized the opportunity to ask him about his actions on 22 December, the day of Ceaușescu's flight. His account was largely consonant with one which he gave in 2005.²⁸ He told me that he had been informed on 22 December by army telephone, which he had at home, that he should go to the Central Committee. General Vasile Milea, the Minister of Defence, was still alive.²⁹ Stănculescu had come home from hospital – at 9.30 am. The officer on the phone told him that the Minister (of Defence) wanted to see him at the Central Committee. Shortly afterwards the officer phoned again to say that something had happened at the Central Committee, without saying what, and that Stănculescu should go there straight away. Then a car came, sent by Silviu Curticeanu, head of Ceaușescu's office, with two or three men from the Fifth Directorate (personal bodyguard) of the *Securitate* who told Stănculescu that Curticeanu had sent them to pick him up immediately and take him to the Central Committee. They told Stănculescu on the way that Milea had committed suicide.

Stănculescu went up to the first floor and was met by Curticeanu who told him that "the comrades" i.e. the two Ceaușescus, were waiting for him. The latter were waiting for him, not in Ceaușescu's office, but in the ante-room and asked him, "What's wrong with you, what kept you?", Stănculescu replied that he had injured his leg in an accident and that it was in a cast. "Milea has betrayed us and has committed suicide", they exclaimed. They were already panicking. "Here's the situation. There are some army units which are to come to the square (in front of the Central Committee). Find out where they are and when they are coming." On the same floor there was a room full of generals – the operational command of the army – among them General Voinea, the head of the Bucharest garrison, and General Eftimescu, head of the operational section of the General Staff. In a second room a communications centre for the army had been set up. The generals told Stănculescu that two regiments, one of tanks, the other of other armoured vehicles, had set out from *Șoseaua Olteniței* for the square on the orders of Milea. Stănculescu left the room and in the communications centre found a captain, Marius Tufan, and asked him discreetly, "are you in contact with the two units?" At his reply that he was, Stănculescu told him "Pass on my order that they should return to barracks." Stănculescu went back to report to the Ceaușescus. He believed that given their state of agitation they had come into the corridor. He told them that the two units were on the way.

Ceaușescu ordered him to go back and tell the units to get to the Central Committee more quickly. Stănculescu went back and considered what to do next. He decided to repeat his order. He found Tufan and told him to transmit a general message saying that he had given the order that the two units should return to barracks.

Stănculescu returned to the Ceaușescus and reported that the two units were on the way but the pressure in the square was growing. He said to them: "In my

²⁸ See Dinu Săraru în dialog cu Victor Atanasie Stănculescu, *Generalul Revoluției cu piciorul în ghips*, Bucharest, 2005, pp. 39-45.

²⁹ Milea committed suicide that morning.

opinion it would be better if you left the building !” “How can we leave, in what ?”, they replied. “The only solution now is by helicopter”, he said, without knowing that there was not enough open space on the roof because of the aerals which the *Securitate* had to dismantle to allow a helicopter to land; a second helicopter had nowhere to land. The Ceaușescu went back to their office, spoke with Curticeanu, with someone else there, with Manea Mănescu, Stănculescu believed, because they had summoned Mănescu.³⁰

None of the other generals and officers came out of their offices, not one asked Stănculescu what they should do. He claimed that they avoided him because since he had been caught up in events in Timișoara and he did not know what role each one had played in the violence in Bucharest. He learned later that General Hortopan was alongside Milea, and that Eftimescu transmitted Milea’s order for the regiments to come from Olteniței. This he said he discovered only two months later, when he was Minister of Defence. Ceaușescu asked him: “How long will it take for the helicopter to come ?” “If you give agree to call for it, in half an hour !” Ceaușescu agreed. Stănculescu then telephoned General Rus, the head of the air-force, to ask him how long it would take him to send two helicopters.

The idea of the helicopters had come, Stănculescu recounted, around 11 a.m., or 11.15. The Ceaușescu had gone into the President’s office, but Stănculescu could see that they were frightened. They were already panicking, they had, he said, turned yellow, they were fearful, perspiring, agitated. It was then that the idea [of the helicopters] occurred to him. He telephoned General Rus from the communications centre and the latter told him that the helicopters would arrive but General [Marin] Neagoe, the head of the Fifth Directorate [of the *Securitate*] had to give his order as well – that was the procedure: the order had to come from two channels. Rus asked Stănculescu to check that the roof could take the helicopters and Stănculescu told Neagoe to verify this. Neagoe’s men were equipped with automatic weapons, grenades, and cartridge belts and they patrolled the corridors. There were not more than 50 or 60 of them in the building. Not one of them was in military uniform. It was only after the news spread of Ceaușescu’s departure by helicopter that Neagoe’s men disappeared and arms were found in various rooms, when the building was stormed by demonstrators and all kinds of ‘persons, revolutionaries and pseudo-revolutionaries, helped themselves to weapons.’³¹ Neagoe went off to check whether the helicopters could land and sent a colonel, a deputy of his, to do this. Stănculescu escorted the two Ceaușescus to the lift, accompanied by three bodyguards and, he thought, Mănescu, although he could not be sure.

Stănculescu stayed below and told the adjutant Mateiciuc to go up to see where the Ceaușescu could get out to the helicopter. The adjutant went up in the second lift which arrived after the Ceaușescu who got onto the roof – Stănculescu was told – through a window on the sixth floor to reach the roof terrace. Probably they were given a chair to climb on to get out through the window onto the terrace. The *Securitate* had already taken down several aerals. The second helicopter was unable to land. The adjutant told Stănculescu that the first helicopter had already landed when the Ceaușescu got to the roof. When Mateiciuc told Stănculescu that that the Ceaușescu had got into the helicopter, Stănculescu, too, took the lift to the sixth floor so that he

³⁰ Manea Mănescu (1916 - 2009) was a brother-in-law of Ceaușescu and a member of his inner circle.

³¹ These are the terms used by Stănculescu.

could get rid of his pistol and leave the building. Mateiciuc was also in civilian clothes and he and Stănculescu went into an office, opened a desk drawer, and deposited their pistols. They then went down the stairs and left the Central Committee building by the main door, which was being besieged by revolutionaries.³²

Mateiciuc stayed behind. He wanted to get to the ministry as quickly as possible to find out what was happening to the Ceaușescu. When Stănculescu got to the main entrance the building had not yet been invaded at this point, but he did pass some people – he did not recognize them – as he went out of the door and limped down the steps into the streets. Someone in the crowd asked him if he was on their side and he said "yes". At the same time, attempts were being made to bring an amplifier to the entrance amidst cries of "clear the way so that we can contact our people !" [that is, those who had already reached the main balcony of the Central Committee.] Then Stănculescu took a flag with a long pole from someone and carrying it horizontally, said to those on his right and left: "Clear the way so that I can get to the car." People were asking: "What did you do to your leg ?" – "It's in plaster", he replied and then he was congratulated "for having the courage and strength" to be with them there.

Stănculescu withdrew through the crowd to entrance D of the Central Committee building (*Strada ministerului*) and then on to the Ministry of Food Production which was in the old Ministry of Defence Building, in the hope of finding a car. His aim was to get to the Ministry of Defence in *Drumul Taberei*, to take control of the army. It was only when he reached the Ministry of Food Production that he asked General Rus, on a government phone, to follow Ceaușescu's helicopter. When he got to the Ministry of Defence he received the first news from Rus about the helicopter landing at Snagov and its departure from there. While at the Ministry of Food Production he told people there that he needed a car to get to the Ministry of Defence but was informed that there was none available. He then phoned his own office and got the same reply. He instructed them to send an officer in his own private car to collect him. When he reached the Ministry of Defence he asked them to get a doctor to cut the plaster cast from his leg.

The decision to put his leg in plaster was, Stănculescu told me on a subsequent occasion, a family ploy. After he got back at about 4 a.m. (22 December) from Timișoara his driver told him about events in the centre of Bucharest. He took a shower and told his wife he was leaving for the ministry. His wife said: "No you are not. I'd rather hit you over the head with a vase and knock you out ! It would be better if you went to the hospital and get a doctor to admit you."³³ He followed her advice. When he got to the hospital he asked for the duty doctor and was told it was General Niculescu. He explained his situation to him and said that he did not want to go to the Ministry of Defence at that particular time. Niculescu decided to put Stănculescu's leg in plaster; if anyone should ask what was wrong with his leg he should reply that he had a problem with his meniscus cartilage. Niculescu never let on to anyone. Stănculescu went home and rang the duty officer to tell him to report that he had hurt his leg and that it was now in plaster and that he could not move. However, after a while, a car turned up at the door with two or three men who told Stănculescu that Curticeanu had summoned him, on the order of Ceaușescu, and he had no option but to go (see above).

³² Through his actions Stănculescu could claim, if necessary to Ceaușescu, that he was helping him to escape the building, and to the revolutionaries, that he was removing Ceaușescu from the seat of power, thereby facilitating his overthrow.

³³ *Ibid.*, p. 45.

Stănculescu's revelations to me of his actions on 22 December are, I believe, one of his earliest accounts of them and for that reason I present them here. They highlight the ambiguity of the situation in which senior figures in the army found themselves in. The events of December 1989 showed that the forces of the *Securitate*, militia and army were only as efficient as their weaknesses allowed them to be. They were not trained in dealing with crowd control, and the heavy-handed actions of the army resulted in the deaths of many of the 1,104 official victims of the revolution.³⁴ The controversy about the revolution – and whether, in fact, there was a revolution – is reflected in its historiography. Here is a sample of views:

"Someone said: 'But should we call this a revolution? After all, a revolution involves violence. In fact, we always have to qualify it; we call it 'velvet', we call it 'peaceful', we call it 'evolutionary'. I call it 'refolution' – a mixture of revolution and reform. Curiously enough, the moment when people in the West finally thought there was a revolution was when they saw television pictures of Romania: crowds, tanks, shooting, blood in the streets. They said: 'That – we know *that* is a revolution', and of course the joke is that it was the only one that wasn't."³⁵

"The Romanian revolution of December 1989 is a controversial moment in our history. The disputes involve both the synthetic definition of the event (was it a revolution, a people's revolt, or a *coup d'état*?), as well as the reconstruction of some of its particular aspects and, especially, the role played by the participants, whether individuals or institution... This derives from the uncertainty which hovers over the *agents provocateurs*, over the causes and the political effects of the principal events of December 1989. Ruxandra Cesereanu [in her study *Decembrie 89. Deconstrucția unei revoluții*³⁶] tried to place the various accounts of the revolution in three categories: the first – of those who believe in a straightforward successful mass uprising against a dictatorship; the second – of those who believe in a *coup d'état* carried by either internal or external forces; the third – of those who believe in a combination of these two explanations."³⁷

"The revolution of 1989 had a marked anti-Communist character, exemplified by the following: the chanting of anti-Communist slogans, the destruction of Communist flags (red flags with the hammer and sickle), the symbolic flying of the national flag from which had been cut out the Communist emblem of the country (in the overwhelming majority of places in Romania), the removal of the adjectives 'Communist' / 'Socialist' from public signs, the removal from public places of Romanian and Soviet Communist statues and monuments,

³⁴ Of the 1,104 dead, 543 were killed in Bucharest; across the country 162 died before 22 December, 942 after 22 December. 3,352 persons were wounded of whom 1,879 in Bucharest; through the whole of Romania 1,107 were wounded before 22 December and 2,245 after that date. In the ranks of the army there were 260 dead and 545 wounded and in the ranks of the *Securitate* and militia 65 dead and 73 wounded (Ruxandra Cesereanu, *Decembrie '89. Deconstrucția unei revoluții*, Iași: Polirom, 2004, p. 61.)

³⁵ Timothy Garton-Ash, 'Conclusions', in *Between the Past and Future. The Revolutions of 1989 and their Aftermath*, ed. by Sorin Antohi and Vladimir Tismăneanu, Budapest: Central European University Press, 2000, p. 395.

³⁶ See note 27.

³⁷ Bogdan Murgescu, 'Reprezentarea Revoluției din 1989. Câteva considerații' in *Revoluția Română din decembrie 1989. Istorie și memorie*, Iași: Polirom, 2007, pp. 11-12.

the removal of the names of Communist activists or of Communist slogans from public buildings, etc. In the period which immediately followed 22 December 1989, the group which seized power hijacked the pronounced anti-Communist character of the revolution by undermining the spontaneous anti-Communist demonstrations of the people, by censoring the anti-Communist messages broadcast on the television network which had become the 'headquarters' of the first 'telerevolution' in history. The television was used to create the majority of the 'diversions', the most effective being the permanent 'danger of death' embodied by the 'terrorists faithful to the dictator Ceaușescu'... The danger seemed entirely credible given that in the period 22 - 27 December there were 942 deaths recorded and thousands of wounded... Afterwards, not a single terrorist was arrested and tried."³⁸

Were, then, the events of December 1989 in Romania "a revolution"? Following Peter Siani-Davies's analysis the word "revolution" is associated with two popular metaphors.³⁹ "The first is that it is a relatively quick and violent single incident... conventionally distinguished by a time-related epithet, such as 'The October Revolution' in Russia or the 'February Revolution' of 1848 in Paris" and his analysis "would argue that 'The Romanian Revolution of December 1989' might be added to this list. Secondly, the idea of revolution can embrace a longer process of social change often spanning many decades, in which case it is usually referred to in more general terms, as in the Russian, French, or Chinese Revolution."⁴⁰

It can be argued that there was a rupture in sovereignty in Romania represented by the transfer of power from the Romanian Communist Party to the National Salvation Front. There were competing centres of power in Timișoara after the establishment of the Romanian Democratic Front on 20 December in opposition to the remnants of the Communist Party organization in the county council building; indeed, such a duality of power can be extrapolated to distinguish Timișoara from the rest of the country in the period 20 - 25 December.⁴¹ Are we to disqualify the use of the term "revolution" in the Romanian context not because a rupture took place in sovereignty but because there was no rupture in continuity i.e. Communists took over power? Or is it that some see the authenticity of a revolution defined not only in policy change, but also in a change of mentality?

We can dismiss, I believe, the notion that Nicolae Ceaușescu's overthrow was a *coup d'état*. As has been pointed out, Erich Honecker in East Germany, Todor Zhivkov in Bulgaria and Czechoslovakia (Miloš Jakeš), were all victims of palace *coups* and had Ceaușescu been removed after the December 17 Political Executive Committee meeting and replaced by a fellow-member he could have been placed in that category, but his retreat from the centre of Bucharest in the face of vociferous protest bears the mark of revolution, as does "the mass mobilization, widespread violence, spontaneous creation of revolutionary institutions, breakdown of the

³⁸ Mihai Stamatescu, Raluca Grosescu, Dorin Dobrințu, Andrei Muraru, Liviu Pleșa, Sorin Andreescu, *O Istorie a Comunismului din România. Manual pentru liceu*, 2nd ed., Iași and Bucharest: Polirom, 2009, p. 173 quoting *Comisia Prezidențială pentru Analiza Dictaturii Comuniste din România. Raport Final*, no page number.

³⁹ Peter Siani-Davies, 'Romanian Revolution or Coup d'état? A Theoretical View of the Events of December 1989', *Communist and Post-Communist Studies*, vol.29, [1996] n°4, pp. 453-465, (p. 457).

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ "That multiple sovereignty did not last longer can be explained by two, at first sight, rather contradictory conditions; firstly, high levels of coercion prevented the appearance of an effective opposition prior to the revolution and, secondly, at the same time, such was the advanced level of state breakdown in Romania that in the end the regime needed only a limited challenge before it collapsed' (*ibid.*, p. 458).

revolutionary coalition, and subsequent fierce struggle between the revolutionary contenders on the streets of Romania's cities."⁴²

The violent manner of Ceaușescu's demise set Romania's experience of political change apart from that of the other East European states and was itself an indication that in Romania the peaceful overthrow of dictatorship was impossible. Whereas Ceaușescu succeeded in uniting Romanians in opposition to him, his fall threw them into confusion. The legacy of totalitarian rule in Romania was therefore markedly different from that elsewhere. In the words of one of the young "revolutionaries" wearing the tricolour armband of red, yellow and blue whom I met guarding the entrance to a Bucharest metro station shortly after my arrival, "we want real democracy, not Romanian democracy." The miners' incursions into Bucharest in 1990 and 1991 bore the hallmarks of the tactics used by the Communists in Romania in 1945 and elsewhere in Central Europe to subvert democratic order and bring themselves to power. Yet the overthrow of Ceaușescu did lead to a political revolution: a single-party monopoly was removed; multi-party elections – albeit flawed in 1990 – have been held, the command economy has been dismantled, and censorship abolished. There was a democratic transfer of power in 1996 when the neo-Communists suffered their first defeat at the ballot-box since 1990. At the personal level, possession of a passport became a right, not a privilege, in early 1990 and therefore restrictions on travel abroad by the state were removed, and the reviled abortion decree, introduced by Ceaușescu, was immediately rescinded. Yet the rule of law is fragile, and reform of the judicial system is sorely needed. The political will to bring senior politicians to court to face credible charges of corruption is wanting.⁴³ Whether there has been a concomitant revolution in mentality is questionable. What the Romanian revolution does demonstrate is that the heroes die, the fighters go home, and the opportunists come to the fore.

⁴² *Ibid.*, p. 459.

⁴³ Commission of the European Communities, *Report from the Commission to the European Parliament and the Council on Progress in Romania under the Cooperation and Verification Mechanism*, Brussels, 22.07.2009, COM (2009) 401 final.



Vincent Hugeux

(Grand reporter, *L'Express*, Paris)

Si j'avais su !

Bună Ziua !

Que reste-t-il 20 ans après ?

Des noms, des sons, des images, des slogans...

« *Armată cu noi !* » L'armée avec nous !

« *Ole Ole Ole, Ceaușescu nu mai e !* » Ola Ola Ola, Ceaușescu n'est plus là !

« *Libertate !* », « *Teroriști !* », « *Securiști !* »

Subsistent aussi, Dieu merci, des cahiers à spirale, noircis de notes prises sur le vif. Il faut toujours pieusement conserver ses carnets de voyages, comme autant de béquilles mémorielles.

À la lecture de ces pages griffonnées, l'idée d'un monologue à la Georges Perec a germé. « Je me souviens... » Un mémo à la première personne du singulier, mais conjugué à l'imparfait du subjectif, sur lequel flotterait un mélange d'allégresse inquiète, de folles rumeurs, d'anarchie, de grandiloquence, de paranoïa, de purisme insurrectionnel, de honte aussi et d'un obsédant désir de revanche, d'autant plus insatiable qu'il s'agissait aussi, qu'il s'agissait surtout, de se venger de soi-même. Un mot encore sur le parti pris méthodologique de cette contribution. J'ai pris soin de laisser ce florilège en l'état, erreurs et imprécisions comprises. Tel quel, à l'instant T, sans le parer des atours d'une lucidité rétrospective.

Si j'avais su... À l'instar des mousquetaires d'Alexandre Dumas, les acteurs de l'intrigue ont vieilli avec nous. Certains plutôt bien ; d'autres médiocrement ; d'autres encore tellement mal qu'ils ont passé l'arme à gauche. Voici donc la confession, ou le *mea culpa*, sans masochisme excessif, d'un témoin entravé. Entravé par le ballet des intox rivales, par ses *a priori*, mais aussi par des écueils objectifs sur le chemin escarpé de l'information.

Je me souviens de ce vol vers Budapest, le 21 décembre 1989. Et des on-dit cueillis à l'escale de Vienne. Il paraît que le couple aurait fui vers Pékin ou Pyongyang.

Je me souviens de la douane de Nagylac au crépuscule, à la frontière entre

la Hongrie et la Roumanie. Et de l'empressement inattendu des policiers roumains à expédier les formalités d'entrée. Si le tampon tarde alors un peu, c'est que l'officier de service peine à détacher le regard de son écran de télé.

Je me souviens aussi de cette douanière, improbable groupie de la dissidente Doina Cornea.

Je me souviens de l'étape d'Arad. De cette femme qui harangue la foule devant le quartier-général du PC et des chants patriotiques qui lui donnent la réplique.

Je me souviens de l'arrivée à Timișoara, vers 2 heures du matin, sous un ciel constellé d'étoiles, dans un froid sec et vif.

Je me souviens de l'angoisse de ces badauds. Il est question, dans leurs propos confus, d'unités spéciales loyales au régime agonisant, retranchées au siège des Postes et télécommunications.

Je me souviens des tirs qui crépitent, de ces patients d'un hôpital plongé dans l'obscurité et la psychose, accroupis entre les lits. Et de l'injonction de cette quadragénaire armée d'un mégaphone : « Nous sommes le peuple démocratique. Arrêtez de tirer ! »

Je me souviens du cimetière des Héros et du carré des pauvres. De ces fosses où gisent des cadavres nus et glacés, les uns couturés de cicatrices, les autres couverts de bandages. Et surtout d'une femme et d'un enfant enlacés.

Je me souviens de cette vingtaine de corps alignés sur un drap blanc et d'une puanteur insoutenable. Je me souviens des anathèmes de celles et ceux qui nous ont guidés là : « Dites au monde l'horreur de ce génocide. Voyez comme ces civils ont été torturés et exécutés. »

Je me souviens des charniers dont on parle et des chiffres qui circulent alors. 2 000 morts, 4 800, 12 000. Et de ces 40 dépouilles escamotées paraît-il de la morgue et emportées vers Bucarest dans un camion frigorifique.

Je me souviens de ce bref article qui, grâce au ciel et à une grève providentielle des ouvriers du Livre, n'a jamais paru dans *La Croix*. Un papier dans lequel, emporté par la force de ces images et la rage épouvantée des témoins, je me faisais l'écho de ce bilan invraisemblable.

Je me souviens de Traian Crișan, médecin-chef de l'Institut médico-légal de Timișoara, qui s'efforçait, contre les vents dominants, de mettre un peu d'ordre et de raison dans ce martyrologe.

Je me souviens de la place de l'Opéra, des traces de chenilles de chars et des tessons de bouteille.

Je me souviens de cet ancien champion de handball au visage en sang, que la *vox populi* accusait, à tort ou à raison, d'avoir tiré depuis un toit.

Je me souviens de la chasse aux *snipers* et aux *teroriști*, de cette ambiance de guerre civile, de ces rumeurs tenaces de miliciens arabes pris sur le fait, de commandos hélicoptérés, libyens ici, iraniens ou palestiniens ailleurs.

Je me souviens, à l'aube du 24 décembre, d'un magnifique lever de soleil sur l'Olténie et du voyage vers Bucarest. De ces barrages, faits de tracteurs et de remorques, barrages tenus par des paysans armés de tromblons, de gourdins et d'une inoxydable suspicion. En 70 km, 14 *check-points* et leurs

drapeaux troués.

Je me souviens des fouilles au corps et du contenu de ma trousse de toilette étalé sur le capot d'une Dacia.

Je me souviens de l'arrivée à l'Hôtel Intercontinental.

Je me souviens des sapins vendus place *Amzei*, à 50 mètres du front ou de ce qui en tient lieu.

Je me souviens des récits de lynchage d'agents de la Securitate, des chars T-54 qui bloquent l'avenue *Victorei*, d'une bibliothèque en flammes, du couteau suisse qu'un cerbère me confisque à l'entrée du Comité central, de la tribune du dernier discours du Génie des Carpates.

Je me souviens de la façade criblée d'impacts du bâtiment des Télécoms, de ce raid sur le siège de la Télévision roumaine libre, allongé dans la benne d'un camion qui dévale l'avenue au milieu des rafales de Kalachnikov.

Je me souviens des tirs qui s'intensifient et de cette embardée de notre taxi de fortune, de ce porche où je me planque en attendant l'accalmie.

Je me souviens de ce milicien armé qui me braque, convaincu d'avoir coincé un espion étranger occupé à donner des instructions par radio, alors que je confie mes impressions à un dictaphone inoffensif.

Je me souviens de ces mémoriaux improvisés, ornés de fleurs et de cierges aux flammes vacillantes.

Je me souviens de l'irruption, le 25, d'un Bernard Kouchner qui fait du Kouchner : « Ignoble cruauté, barbarie, civils torturés et éventrés, bestialité, saloperie. » Puis de celle d'un André Glucksmann qui fait du Glucksmann : « La dignité de l'insurgé roumain, type universel du Gavroche, révolté malgré des décennies de dénuement culturel. »

Je me souviens, enfin, du sapin de Noël chez Andrei Pleșu, historien d'art, philosophe des religions et angéologue. Vocation paradoxale dans un pays à ce point hanté par ses démons.

Que reste-t-il vingt ans après ? Tout cela, mais aussi une amertume. On s'en veut encore, deux décennies plus tard, d'avoir manqué de lucidité, de discernement.

Telle est, bien sûr, la loi du sport. Dans le tumulte, le reporter fonce, le nez dans le gouvernail. Poussé, ballotté par le souffle impérieux de l'urgence, il navigue à vue entre les récifs de l'ignorance, de l'émotion, de l'empathie et de la manip'. Il livre donc, jour après jour, les pièces d'un puzzle dont il ignore le motif.

Si j'avais su. Mais je ne savais pas. Ou si peu. Que connaissais-je de la Roumanie avant d'y débouler au premier jour de l'hiver ? Pas grand-chose. Des lectures, des rencontres, mais aussi ce que m'en avait appris un séjour semi-clandestin au printemps 1988. Il s'était alors agi d'enchaîner, en faux touriste Nouvelles Frontières, un périple à la découverte des monastères moldaves puis une semaine de ski à Poiana-Brașov. Avec l'aide d'exilés installés à Paris, j'avais appris des adresses et des itinéraires par cœur. J'étais même porteur d'un message destiné à Doina Cornea en sa retraite de Cluj, message dissimulé dans une boîte de petits-pois. Le matin, je prenais une leçon de ski auprès d'un ingénieur désœuvré. L'après-midi, je ralliais Bucarest par le train. Et rentrais juste à temps pour faire de la figuration dans la boîte de nuit de l'hôtel qu'officiellement, je n'avais jamais quitté. Je

tirais de cette aventure un récit en trois volets, publié sous pseudonyme dans *La Croix*, ainsi qu'une aversion irréversible pour le couple Ceaușescu. L'archétype du tandem de tyrans que « *we love to hate* », selon la formule anglo-saxonne. Que l'on adore détester. Nicolae, Conducător, Génie des Carpates et Danube de la pensée et Elena, « l'académicien-docteur-ingénieur ». Difficile de ne pas céder à la tentation du stéréotype quand un despote met un tel soin à forger l'image d'une caricature de lui-même.

Deux anecdotes encore. D'abord, cette vision surréaliste, dont je me suis demandé un temps si elle avait surgi d'un imaginaire bercé par Ismaïl Kadaré et le *Sosie en cavale* d'Onea Orlea : le cortège du satrape zaïrois Mobutu Sese Seko, en visite officielle en Roumanie, lancé dans une avenue de Bucarest. Ensuite, cette visite ubuesque du Musée de l'histoire du socialisme, telle que je l'avais relatée dans les colonnes de *La Croix*.

« Étrange miroir que cet étage voué au culte des époux. Seul, vous parcourez une enfilade de pièces qu'une gardienne à demi assoupie sort une à une de la pénombre pour l'y replonger après votre passage. Photos, cadeaux, tableaux. Et, dans un recoin, les deux fauteuils de toile reçus lors d'une visite des studios d'Hollywood. » Il y avait aussi cette vitrine tapissée de diplômes imaginaires d'Elena, dont l'un au moins, grossièrement contrefait et glané dans un département inexistant de l'Université de Nice. »

Depuis, j'ai eu le privilège – car c'en est un – de couvrir l'agonie de quelques régimes dictatoriaux ou, à tout le moins, autocratiques.

Mengistu Haïlé Mariam en Éthiopie ;
Ramiz Alia, légataire d'Enver Hoxha, en Albanie ;
Le général Raul Cedras en Haïti ;
Didier Ratsiraka à Madagascar ;
Juvénal Habyarimana au Rwanda ;
Slobodan Milošević en Serbie ;
Saddam Hussein en Irak.

Partout, le même piège. Celui du manichéisme. Le despote est fatalement odieux. Ce qu'il est souvent. Le dissident est nécessairement héroïque. Ce qu'il est parfois. Quant aux résistants de la onzième heure, ils sont toujours légion. Du satrape, on incline à broser un portrait romanesque, volontiers assombri, donc enjolivé, par tel épisode invérifiable, né dans une officine de renseignement occidentale ou dans les rangs des opposants exilés. Les orgies des Ceaușescu et de leur progéniture valaient bien l'arsenal de destruction massive de Saddam. **Autre constante, tout aussi périlleuse : la tentation du déterminisme historique.** Puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être, sinon les organisateurs, comme l'écrivit Jean Cocteau, du moins les analystes avisés. On peut avoir tendance, au prix de l'artifice, à passer le chaos du monde par la moulinette de la cohérence historique ou géopolitique. À tort. Il n'était pas écrit que l'intervention américaine en Irak virerait au fiasco. Était-il acquis que Ion Iliescu jaillirait d'un tank téléguidé depuis Moscou ?

Beaucoup le pensent. Je n'en suis pas si sûr. On a commencé avec Dumas. Alexandre, et non Roland. On terminera avec Stéphane Mallarmé : fut-il moscovite, « un coup de dé jamais n'abolira le hasard. »

Muțumesc.



Marc Semo

(Journaliste, *Libération*, Paris)

Le faux charnier de Timișoara : l'histoire d'un dérapage médiatique

Les événements de Timișoara furent le coup d'envoi de la « Révolution roumaine », sa partie la plus héroïque et la plus bouleversante quand les premières manifestations de solidarité avec le pasteur László Tőkés, menacé de déportation par la Securitate commencèrent à prendre de l'ampleur. Dès le samedi 16 décembre 1989 commencèrent à fuser les premiers cris « À bas Ceaușescu ! ». Mais les événements de Timișoara sont aussi devenus dans l'imaginaire collectif, notamment en Occident, le symbole même de la manipulation médiatique, des erreurs et exagérations des journaux comme des télévisions avec les informations fausses, voire fabriquées, sur les 4 630 morts, chiffre aussi énorme qu'étrangement précis relayé dès le 19 décembre 1989 par *Radio Free Europe* et certaines agences de presse de l'Est, notamment hongroises et yougoslaves. La dérive sur le charnier atteindra son sommet le 22 décembre quand, après l'arrivée des premières télévisions étrangères à Timișoara des images en plans serrés sur une quinzaine de vieux cadavres dans le cimetière des pauvres de la ville – des corps couturés, l'un avec un fil de fer autour des pieds, un enfant sur le ventre de sa mère, etc. – feront le tour du monde, accréditant dans un premier temps ce mensonge sur l'immense charnier.

J'étais parmi les premiers journalistes occidentaux à entrer dans la ville et ainsi j'ai été l'un des relais et des victimes de cet emballement médiatique. Bien malgré moi. Dans l'article envoyé à chaud à *Libération*, je racontais la fête triste d'une cité martyre enfin libérée mais toujours sous le choc et je n'y évoquais qu'en passant ces quelques morts du cimetière, convaincu qu'il y avait certes beaucoup de victimes mais qu'il ne s'agissait pas là du charnier que tout le monde cherchait. À Paris, mon directeur de la rédaction, sur la foi des images de cadavres passant en boucle sur les chaînes de télévision a rajouté au début de mon papier, comme si je pataugeais au milieu des corps, la description de l'immense charnier avec ses quelque 5 000 cadavres.

Je reviendrai sur ce dérapage de mon journal. Mais je voudrais d'abord tenter d'analyser comment ce mensonge ou cette manipulation a pu prendre corps et comment tous les grands médias ont pu ainsi être abusés. Il y a eu ensuite les guerres dans l'ex-Yougoslavie et nous avons vu qu'il faut des jours, voire des semaines, pour exhumer autant de corps et qu'un tel charnier, s'il

avait réellement déjà été découvert, aurait traumatisé toute la ville. Mais à l'époque peu d'entre nous bénéficiaient d'une telle expérience des carnages. L'une des hypothèses sur le faux charnier de Timișoara est celle d'une habile manipulation dans le cadre du complot / coup d'État qui, au travers de la révolution, a renversé la dictature des époux Ceaușescu.

La nouvelle, comme nous le disions précédemment, est effectivement d'abord venue d'agences de pays de l'Est, ouvertement favorables à la nouvelle donne, comme Tanjug ou l'agence de presse hongroise. L'idée, pour faire simple, aurait été d'amplifier le nombre des morts à Timișoara, qui furent plus d'une centaine (et plus d'un millier pour toute la Roumanie) – le plus lourd bilan dans les événements de 1989 à l'Est – afin d'inciter le reste de la population roumaine à se révolter contre le régime. On peut néanmoins imaginer que ces chiffres montrant la sauvagerie de la répression auraient pu avoir un effet exactement inverse en terrorisant les Roumains. Mon intime conviction est qu'il s'agit moins d'une manipulation délibérée que d'un aveuglement collectif.

En étudiant les rumeurs de guerre, le grand historien Marc Bloch relevait qu'elles correspondent en général à ce que les gens, dans l'angoisse, privés d'information officielle fiable, ont besoin ou envie de croire, ou à leurs peurs les plus intimes. En cela, elles sont une plongée dans l'imaginaire collectif en un moment donné.

À propos de la Roumanie en cet automne 1989, nul n'imaginait notamment en occident que le régime de celui que l'on appelait le Dracula des Carpates pourrait être renversé de façon indolore comme ses homologues à Prague ou à Berlin. Tous imaginaient un bain de sang et c'est aussi pourquoi les plus folles rumeurs avaient commencé à courir favorisées par le huis clos de la répression. Qu'importe la réalité d'un régime oppressif, totalitaire, terrorisant et humiliant sa propre population mais, dans les faits, peu sanglant parce qu'intrinsèquement lâche. Les opposants étaient tabassés, déportés dans des villages perdus, arrêtés mais très rarement assassinés. Déjà depuis un ou deux ans tout le monde évoquait à Bucarest comme dans la diaspora roumaine le nom du probable successeur des Ceaușescu, Ion Iliescu que l'on disait ancien condisciple de Gorbatchev lors de ses études en URSS et ce même Iliescu bien que marginalisé n'avait pas été vraiment inquiété. Un communiste comme Silviu Brucan, autre âme du coup d'État, qui s'était dressé publiquement contre la dictature des Ceaușescu avait été démis de toutes ses fonctions et chassé de son domicile mais pas « liquidé » ni même arrêté. L'un comme l'autre étaient sous la protection de Moscou et le régime se pliait. Ce sont des exemples parmi tant d'autres. Mais le fantôme était là, relayé par les témoignages et les fragments d'information diffusés par la diaspora. Et cela correspondait aussi à ce qu'imaginaient les Roumains eux-mêmes pour justifier à leurs propres yeux leur terreur et leur passivité. Ce contexte est, je crois, la véritable raison de l'emballlement autour du charnier.

Bien sûr, je n'avais pas tout cela aussi précisément en tête mais, en attendant comme tant d'autres journalistes au poste-frontière entre la Yougoslavie et la Roumanie, je restais prudent sur les rumeurs les plus folles de bain de sang qui couraient. Mes parents sont roumains, j'avais et j'ai toujours de la famille là-bas et je savais un peu ce qu'il en était concrètement. Je notais néanmoins les témoignages accablants sur la répression que portaient les rares personnes arrivant de Timișoara, notamment des ressortissants yougoslaves. Ils nous racontaient des histoires terribles d'hélicoptères de l'armée ou de la Securitate mitraillant la foule, des massacres dans les rues, d'une ville en ruine.

Le 22 décembre à la mi-journée, peu après que les époux Ceaușescu eurent fui Bucarest en hélicoptère, les gardes-frontières roumains décidèrent de nous laisser passer. Avec mon collègue du *Monde*, Patrice Claude, nous fûmes parmi les tout premiers à nous précipiter roulant pied au plancher pour arriver à la ville afin de pouvoir envoyer un premier article le soir même. Les villages sur les quelque soixante-dix kilomètres séparant Timișoara de la frontière sont intacts et presque déserts. Juste un ou deux *check-points* de paysans débonnaires célébrant avec de la *țuica* la fin du cauchemar. Les faubourgs de la ville et son centre sont aussi presque intacts, même si des débris dans les rues et des impacts sur les façades témoignent des affrontements des derniers jours. À notre surprise, nous ne sommes pas dans une ville en ruines et je me dis que les témoignages étaient peut-être exagérés. Les gens dans la rue nous arrêtent en voyant la plaque yougoslave de notre voiture de location. On nous emmène à l'opéra, le quartier général de l'insurrection. Nous sommes les premiers journalistes occidentaux à arriver là. On nous porte vers le balcon. J'improvise quelques mots en un mélange d'italien, de roumain et de français. Puis je commence à recueillir des témoignages et des histoires pour nourrir mon papier. On essaie d'avoir quelques éléments sur le bilan des morts. La réponse fuse toujours la même : « Beaucoup, beaucoup... c'était terrible ». Mais jamais une donnée précise. Un jeune ingénieur parlant le français me parle des morts du cimetière des pauvres puis m'y conduit. Comme tous, j'étais convaincu qu'il y avait sûrement quelque part un grand charnier mais ce n'était pas celui-là. Je rentre à l'hôtel écrire mon papier et grâce à quelques paquets de Kent, j'obtiens très vite une ligne pour le dicter. Comme je le disais au début, j'y raconte la joie mêlée de tristesse dans une ville traumatisée qui a payé très cher sa libération et pleure ses morts. Puis, avec la conscience du devoir accompli, je vais manger et me prépare à repartir en ville chercher de nouvelles informations. C'est alors que reprennent les tirs. Nul ne sait qui tire sur qui. Les chars se déploient dans la ville. Des soldats occupent le central téléphonique. Timișoara est à nouveau coupée du monde.

Au même moment à Paris – on me l'a raconté ensuite – passent sur les écrans les images des morts du vieux cimetière dont je parlais et ce chiffre terrifiant de près de 5 000 victimes. On parle de la découverte d'un immense charnier. Le premier réflexe de Dominique Pouchin, à l'époque numéro deux du journal, est de tenter de me contacter mais les lignes avec Timișoara ne passent plus. Dominique Pouchin décide donc de sa propre initiative de modifier le début de l'article. Lui-même, comme ses collègues au Liban pendant la guerre, avaient mis près de deux jours avant de savoir qu'il y avait eu le massacre de Sabra et Chatila, alors qu'ils étaient tout à côté. *Le Monde*, ce même soir a eu le même problème avec l'article de son envoyé spécial. Dans l'édition qui sortira le lendemain matin, *Le Monde* a néanmoins passé son article tel quel, avec ce que l'on appelle dans le jargon journalistique un « chapeau » reprenant les dépêches d'agences, AFP et Reuters qui parlent du charnier. Rien ne nous empêchait de faire de même ou de mettre ces informations dans le papier lui-même, mais en en donnant la source, c'est-à-dire les agences, et non pas comme si je l'avais moi-même vu de mes propres yeux. Quand, quelques jours plus tard, à Bucarest, des collègues m'ont montré le journal avec la « une » sur le charnier et mon papier refait j'étais aussi stupéfait qu'accablé et indigné. J'ai pensé démissionner sur le champ. Finalement, en attendant je me suis dit que la meilleure des choses à faire était de raconter au plus de gens possible, collègues, intellectuels roumains, etc. ce qui s'était passé. Le *buzz* fonctionna.

L'affaire du « faux charnier de Timișoara » devint effectivement le symbole des dérives médiatiques mais aussi celui de ce comment les approximations d'un rédacteur en chef peuvent dénaturer le travail du reporter sur le terrain.

Quelques semaines plus tard, notre directeur Serge July décida de rebondir sur l'affaire qui éclaboussait toute la presse en général et *Libération* en particulier en me renvoyant avec Sorj Chalandon à Timișoara pour raconter dans un reportage de huit pages ce qui s'était réellement passé pendant la révolution dans cette ville. Publiée le 4 avril 1990, cette minutieuse et précise reconstitution des événements tragiques de décembre à Timișoara fut, je crois, l'une des premières grandes enquêtes sur le sujet. Nous y avons raconté en détail comment les manifestations du début prirent de l'ampleur. Nous y avons interrogé nombre des protagonistes, ouvriers restés simples ouvriers comme Sorin Oprea ou d'autres comme le jeune prolo en colère Corneliu Vaida, devenu peu après l'un des porte-parole du nouveau pouvoir dans la ville. Nous y parlions de militaires tel le capitaine Vorian Oancea qui fut le premier officier à rejoindre la révolte mais aussi des médecins de la morgue témoins du vol des premiers cadavres des victimes de la répression. Et à côté de ce reportage, Dominique Pouchin expliquait pourquoi et comment le journal s'était trompé.

En guise de conclusion, je voudrais surtout souligner que **les leçons de cette affaire vont bien au-delà**. On l'a vu un plus tard avec la première guerre du Golfe. **À partir de ces deux moments, la méfiance vis-à-vis des médias s'emballe**. Ce sont les télévisions qui sont visées en premier lieu. Non sans raison : l'information en continu, les plateaux et les directs alimentent un flux permanent de news qu'il est difficile de vérifier. Rarement, le journaliste qui fait son plateau près du terrain osera répondre « je ne sais pas » ou « nous allons vérifier » quand Paris, Londres ou New-York lui lira un flash d'agence sur un nouveau bilan ou un nouvel épisode du conflit qu'il est en train de couvrir. C'est ainsi que naissent des bulles d'information, exactement comme des bulles spéculatives, mais qui éclatent en général beaucoup plus vite. Le « faux charnier de Timișoara » fut l'une des premières du genre et l'une des plus spectaculaires. Cela explique pourquoi ce dérapage est resté tellement ancré dans la mémoire collective.

Marius Oprea

(Directeur de l'Institut pour l'Investigation des Crimes du
Communisme en Roumanie⁴⁴, Bucarest)



Vingt ans de transition à la roumaine : des communistes et de Ceaușescu à l'OTAN

Le 22 décembre 1989, sous l'assaut de la foule, un groupe d'officiers de la V^e direction de Garde et de sûreté, se réfugie dans un garage du Comité central du Parti communiste, d'où ils assistent impuissants à la fuite du dictateur et aux événements qui s'ensuivent. Leur commandant, le colonel Burlan, ancien sosie de Ceaușescu, et ses collègues, y attendent deux jours en essayant de contacter leurs supérieurs pour connaître les ordres nouveaux. Finalement, apparaît à la porte du garage un transporteur blindé d'où descendent un homme en civil, Mihai Montanu, vu à la télévision aux côtés de Ion Iliescu, le leader autoproclamé du Front du salut national qui avait pris le pouvoir, leur ancien commandant, le chef de la Securitate, Iulian Vlad et un militaire, le capitaine Mihai Lupu, vu également à la télévision lançant des appels à l'armée. Ensuite, raconte le colonel Burlan : « J'ai reçu l'ordre de nous réunir et de nous engager solennellement en faveur du Front du salut national. Nous nous sommes alignés »⁴⁵. Cet alignement marqua leur entrée dans la transition.

L'anecdote illustre ce que l'on pourrait nommer « le paradoxe roumain »⁴⁶ : un renversement du pouvoir où le nombre de victimes de la répression ordonnée par l'ancien régime ne causa pas plus de 10% du nombre des victimes enregistrées durant les cinq premiers jours de démocratie ! Au terme de ces cinq jours la Roumanie n'a qu'une certitude : la mort de Ceaușescu. Le Parti communiste s'est évaporé avec la fuite du tyran. D'un coup, il n'existe plus un seul communiste en Roumanie ! Le pouvoir appartient maintenant au Front du salut national, surgi d'on ne sait où, et tout le monde en fait partie. Le leader autoproclamé du Front, Ion Iliescu, parle anglais et français, avec un accent prononcé certes, mais de façon correcte. Il paraît à la télévision le col de chemise ouvert et sans cravate. Faisant toujours référence à la « révolution », il se garde bien de condamner l'ancien régime, hormis Ceaușescu, seul coupable, selon lui, d'avoir « dévoyé les valeurs du socialisme ». À mesure que le retour du dictateur devient plus improbable, des

⁴⁴ Marius Oprea a été destitué de ces fonctions le 26 février 2010 (N. d. É.).

⁴⁵ *Lumea Magazin*, nr. 11/2001.

⁴⁶ « Le paradoxe roumain », formule que je me suis permis d'utiliser ici, correspond au titre d'un livre à succès de l'essayiste roumain Sorin Alexandrescu. Ce livre passe en revue de nombreux épisodes controversés de l'histoire de la Roumanie.

individus et des institutions rejoignaient le camp du nouveau pouvoir. Pas seulement la Securitate, qui comme on l'a vu déposa rapidement les armes. Le 23 décembre, l'ancien organe de presse du Parti communiste, *Scînteia*, paraît sous le nouveau titre de *Scînteia Poporului – L'Étincelle du Peuple* –, pour devenir ensuite *Adevărul – La Vérité*. « **Malencontreuse** » **coïncidence** : c'est la traduction du titre du journal des communistes soviétiques – *Pravda*. La télévision commence à émettre sous l'appellation de *Télévision Roumaine Libre*, au micro : ceux-là même qui la veille encore tressaient les éloges de Nicolae Ceaușescu et vilipendaient les « hooligans » manifestant dans la rue contre la dictature.

Tandis que l'on tire dans les rues avec des munitions de guerre et que le nombre des victimes croît d'heure en heure, dans un bureau anonyme, numéro 226, deuxième étage de l'ancien Comité central, Ion Iliescu et son équipe, formée de communistes et de militaires marginalisés par Ceaușescu **à cause de leurs relations trop étroites avec Moscou**, et complétée par des commandants de la Securitate, mettent sur pied les nouvelles structures du pouvoir provisoire. Au Conseil exécutif du Front, présidé par Iliescu, figure une seule personne qui n'était pas activiste de l'ancien régime et ne provient pas du groupe de conspirateurs pro-moscovites. Il s'agit de l'acteur Ion Caramitru, remarqué dans la foule qui a manifesté le 21 décembre dans les rues de Bucarest.

Deux jours après l'exécution de Ceaușescu, le jour de Noël, la Roumanie dispose d'un gouvernement provisoire. Le Premier ministre, Petre Roman, a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'avait aucun lien antérieur avec le « groupe du bureau 226 ». N'empêche, il est le fils d'un ancien dirigeant du Komintern, qui a vécu de nombreuses années à Moscou et a été à l'avant-garde de ceux qui installèrent le régime communiste en Roumanie. Tels sont les gens qui comblent le vide du pouvoir après la fuite de Ceaușescu. Structurellement proche de la pratique et de l'idéologie communistes, cette équipe a substitué un coup d'État à la révolution de la rue, commencée le 17 décembre à Timișoara, au nord-ouest du pays, et poursuivie les jours suivants en Transylvanie et à Bucarest.

Les mots-clés susceptibles de définir l'évolution politico-institutionnelle de la Roumanie après 1989 sont **réformisme et continuité**. Autre paradoxe. Dans le cas de la Roumanie, ces termes s'opposent en apparence seulement. La démocratie après la fuite de Ceaușescu, qualifiée par Ion Iliescu de « démocratie originale », a réussi à réconcilier ces deux termes. Le nouveau pouvoir, légitimé par la propagande comme « émanation » de la révolte de la rue a cherché en permanence à limiter les transformations radicales, essentielles dans une révolution, à des mesures très limitées. Les priorités n'ont pas été l'établissement d'un cadre politique démocratique, la libéralisation économique et la privatisation accélérée, mais l'adoption de mesures assurant la continuité des structures institutionnelles de l'ancien régime. En pratique, les seules avancées réalisées visent les libertés civiques, terriblement mises à mal par le régime de Ceaușescu : liberté d'expression, liberté d'association, liberté de circulation. Au cours des sept premières années suivant la disparition du dictateur, les réformes se sont bornées à une simple rotation des cadres. Système déjà pratiqué avec succès lors de la construction du socialisme. Au plan économique, les mesures de libéralisation ont été réduites à la transformation du jour au lendemain, par décret, des entreprises socialistes en « sociétés commerciales ». Certaines, les

plus profitables, ont été privatisées à l'avantage des groupes d'intérêts issus des anciennes structures communistes. Néanmoins, au cours des premiers mandats de Ion Iliescu, l'économie est restée majoritairement détenue par des capitaux d'État et soutenue par des subventions publiques. Ainsi, pendant de nombreuses années, les ouvriers sont-ils restés la base électorale du nouveau pouvoir. Ceux qui ont dicté la politique de la Roumanie, en particulier durant les premières années de la « transition » ont choisi de maintenir aux leviers de décision politique un grand nombre de nomenklaturistes de l'ancien régime, en conservant quasi intacte la bureaucratie d'État. À cet égard, ce qui s'est passé, s'analyse comme une montée des deuxième et troisième strates de la hiérarchie vers les places laissées vacantes dans les structures de la bureaucratie du Parti et de l'État, à la faveur de la mise à l'écart des fidèles de Ceaușescu.

Longtemps, ces faits ont été très peu visibles de l'intérieur. Les décennies d'isolement, de manque chronique d'informations, en ces jours de décembre 1989 ont rendu la population roumaine extrêmement crédule et perméable à la manipulation. Il suffisait qu'on lui annonce avoir écarté le dictateur pour qu'elle soit persuadée de son exécution. Si bien que le sens des messages adressés de l'étranger aux nouvelles autorités n'a pas été compris. Les premiers à réagir furent les Américains et les Soviétiques. Dans la soirée du 22 décembre 1989, Mikhaïl Gorbatchev présenta au Congrès des députés du Peuple une communication sur la situation en Roumanie et soumit pour approbation le texte d'un message qui affirmait le « soutien déterminé » apporté aux nouvelles autorités, ainsi que « le désir sincère de collaboration étroite dans les intérêts du socialisme et de la paix ». Plus réservé, George H. W. Bush salua la fin de la dictature ; il regrettait les événements dramatiques et promettait un soutien actif, si le pays prenait la voie de la démocratie. Suivirent chronologiquement des messages des partis communistes et des gouvernements des membres du Pacte de Varsovie : Hongrie, RDA, Tchécoslovaquie. Ladislav Adamec, président du Parti communiste tchécoslovaque, exprima, par exemple, « la conviction que le peuple roumain et les communistes honnêtes réussiront à trouver une voie de sortie » de l'impasse historique dans laquelle Ceaușescu les avait conduits. Enfin, le message du Ministère chinois des Affaires étrangères : « La République populaire de Chine suit avec attention les évolutions en Roumanie, les considérant comme un problème interne de ce pays » – ce qui, dans le langage diplomatique, révèle les soupçons des Chinois quant à une ingérence soviétique dans le déroulement des événements de Roumanie. Ingérence difficilement contestable au vu des relations étroites entre Gorbatchev et Iliescu, concrétisées politiquement par la signature d'un traité bilatéral entre Moscou et de Bucarest le 5 avril 1991, peu avant l'effondrement de l'URSS.

Entre temps, ont été adoptées des mesures qui, au moins en théorie, établissent un cadre assurant le pluralisme politique, bien qu'initialement Ion Iliescu eût souhaité un « pluralisme dans le cadre du Front ». Le pouvoir législatif est provisoirement assuré par le Conseil du Front du salut national, devenu ultérieurement Conseil provisoire d'union nationale. En application du décret-loi numéro 8 du 31 décembre 1989, visant « l'enregistrement des partis politiques et des organisations populaires », se reconstituent les partis historiques. Le 8 janvier 1990, le Parti national paysan chrétien-démocrate est enregistré au tribunal de Bucarest. Une semaine plus tard, est ré-établi le Parti national-libéral. Ces deux formations, rivales historiques des communistes à la fin de la deuxième guerre mondiale, avaient été dissoutes à l'instauration du gouvernement prosoviétique. D'autre part, la loi

offrait la possibilité de constituer un parti politique avec seulement 251 adhésions. Selon un sondage d'opinion réalisé au début de mars 1990, 81,9% des personnes interrogées considèrent ce minimum comme insuffisant ; seulement 13,8% approuvent la loi. Néanmoins son application en fait une méthode subtile pour prévenir tout risque d'alternance au pouvoir. La télévision va dans le même sens, qui insiste sur les côtés dérisoires de la vie politique et des débats du parlement provisoire. Sur les écrans, on voit défiler des femmes au foyer ou des gérants d'immeuble devenus subitement des politiciens. Le contraste est flagrant avec l'« expérience » de ceux qui ont repris les « destinées du pays » après la fuite de Ceaușescu.

Grâce à cette loi, 27 partis entrent dans le premier Parlement de la Roumanie, notamment des formations du genre « Parti libre du changement » ou d'autres dont les noms sont composés à grand renfort de vocables tels que national, social, républicain, union, révolution... La confusion est totale. Personne ne connaît le nombre exact des partis enregistrés en Roumanie.

Quant au Front du salut national, il prépare sa propre transformation en parti politique. Celle-ci est annoncée publiquement le 25 janvier 1990, en même temps que l'intention du Front de se présenter aux élections. La décision revêt la dimension d'un **coup d'État**. Les partis importants de l'opposition, tout juste créés, réagissent promptement en organisant trois jours plus tard un meeting de grande ampleur à Bucarest. Sur les banderoles, on lit : « Nous voulons la justice, pas la Securitate ! » ; « Nous ne voulons plus les communistes, nous ne voulons plus les sécuristes ! » ; « Le pouvoir se maintient avec l'aide de la Securitate ! » ; ou « Retenez cinq mots : c'est pareil qu'avant ». Le lendemain, 29 janvier 1990, est prise la première mesure de force adoptée par les autorités, révélatrice de leur proximité avec les mentalités et pratiques communistes. La télévision lance une large campagne de désinformation, pour mobiliser les ouvriers. Des mineurs armés de gourdins sont amenés à Bucarest pour une contre-manifestation dirigée contre l'opposition. Le siège du Parti national-paysan échappe de peu au saccage et son chef, Corneliu Coposu, n'évite le lynchage que grâce à l'intervention directe du premier ministre. Comme dans une scène de western, Petre Roman, fils d'un membre du Komintern, apparaît sur un véhicule blindé où il met à l'abri son rival Coposu, un homme politique qui avait subi 17 années de détention comme opposant au communisme.

Au cours de ces journées, rares furent ceux qui comprirent qu'entre la foule criant dans la rue « À bas le communisme », et le pouvoir provisoire s'était établi un désaccord majeur. La majorité des gens se contentait de peu : la télévision diffusait des appels répétés selon lesquels « le pays a besoin de calme », et montrait des centres d'écoute téléphonique naguère utilisés par la Securitate et maintenant désaffectés. En parallèle, durant les premiers mois de l'année 1990, **le pouvoir a déployé une intense activité de regroupement et de reprise en mains de l'ancienne Securitate**, à des fins politiques qui lui étaient propres. L'ancienne police politique devenait toujours plus nécessaire à mesure que le temps s'écoulait ; simultanément, le « pouvoir provisoire » s'évertuait de plus en plus à se légitimer comme la future force politique de la Roumanie.

En février 1990, une unité de renseignement est créée au sein du Ministère de l'intérieur : elle est constituée d'anciens sécuristes. En mars, sous

prétexte de conflits inter-ethniques à Târgu Mureș, est fondé le Service roumain d'informations ; à son tour, il reprend un important contingent d'anciens sécuristes. Entre temps, deux autres structures sont reconstituées : le Service d'informations externes et le Service de protection et de garde des personnalités officielles. Les anciens sécuristes, regroupés et de nouveau actifs, mettent à la disposition des autorités une arme extrêmement efficace : la **désinformation**. De nombreuses calomnies contre les leaders et intentions de l'opposition sont diffusées dans les publications officielles du Front du salut national et reprises sur les antennes publiques de télévision et de radio, sans que soit accordé un quelconque droit de réponse pour le rétablissement de la vérité. Parfois ces calomnies frisent l'absurde.

Voici, succinctement présentés, les buts et thèmes de prédilection de la campagne de désinformation. S'agissant, par exemple, d'une dissidente anti-communiste célèbre, Doina Cornea, qui avait démissionné du Front et dénoncé publiquement sa transformation en parti, on prétend qu'elle a distribué de l'argent à des fins politiciennes ; qu'elle parcourt le pays pour acheter des entreprises. On insinue aussi qu'elle est juive et qu'aux côtés d'adversaires de Ion Iliescu pour la présidence, Radu Cîmpeanu et Ion Rațiu (dont le vrai nom serait Racz Ianos), elle a signé un « traité » avec un fonctionnaire du ministère hongrois des Affaires étrangères. Le faux document « reconnaissait » des droits à la Hongrie sur la Transylvanie et prévoyait une « vente » au détail du territoire roumain au bénéfice de ces trois protagonistes. Ce document est publié à de nombreuses reprises en fac-similé et diffusé dans les grandes villes afin de prouver la prétendue transaction. Également, à propos de Corneliu Coposu, on affirmait qu'il a vécu presque tout le temps en Occident, à l'abri des difficultés des Roumains. On lance à cette occasion une formule qui fera florès – « *Vous n'avez pas mangé du salami au soja* » – et qui servira à exciter l'électorat prolétaire contre « les nouveaux représentants des bourgeois et des latifundiaires ». Dans le quotidien *Azi*, organe officiel du Front du salut national, Constantin Ticu Dumitrescu, leader des anciens détenus politiques anticommunistes, est accusé à l'aide de photographies truquées d'avoir participé aux assassinats commis en 1941 par les légionnaires (fascistes roumains), nonobstant le fait qu'il n'avait que douze ans à l'époque. Octavian Știreanu, alors rédacteur en chef du quotidien *Azi*, sera désigné conseiller dans le cabinet du président Iliescu.

La campagne de calomnie est devenue permanente au cours des années 1990-1992. C'est une campagne typique de l'ancien Service « D » (désinformation) de la Securitate, dirigé par le colonel Mihail Stan, promu en 1990 général et adjoint de Virgil Măgureanu⁴⁷, le directeur du Service roumain d'informations. On y reconnaît la méthode classique du régime communiste pour discréditer ses adversaires : vendus aux Hongrois, vendus à la « juiverie », ou bien légionnaires. Peu importe, d'ailleurs, que ces accusations sont parfois mutuellement contradictoires. En plus d'une politique étatiste et d'un subventionnement massif à visées électoralistes, cette technique de dénigrement permet à Ion Iliescu de remporter largement les élections aussi bien en 1990 qu'en 1992 ou 2000. En réalité, le succès politique de masse des nouveaux communistes en Roumanie dans trois élections présidentielles sur cinq, leur capacité extraordinaire de régénération politique, ont été et sont encore assurés par la cohabitation non-conflictuelle des structures du parti communiste, de la Securitate et de l'appareil bureaucratique de l'ancien régime.

⁴⁷ La consultation de la collection des quotidiens *Azi* (organe officiel du Front du salut national), *Adevărul*, *Tineretul liber* (les anciennes publications officielles du Parti communiste, respectivement de l'Union de la jeunesse communiste), mais aussi des autres journaux proches du « Front », en particulier de février à juin 1990 et même jusque vers la fin de l'année 1992, met en évidence cette campagne de désinformation et de calomnie.

Les optimistes et les officiels ont souvent affirmé que le sort du Parti communiste, qui a disparu de lui-même, sans laisser de trace, a été partagé par l'ancienne Securitate. Mais ces disparitions n'ont été qu'un **faisceau de mystifications**. Le décret de dissolution du Parti communiste roumain, pris sous la pression de la rue le 12 janvier 1990, est abrogé cinq jours plus tard, sur décision du Conseil du Front du salut national⁴⁸. La dissolution aurait soulevé le problème de la succession du PCR et celui de la liquidation de son patrimoine. Ultérieurement, le décret 30 du 18 janvier dispose que ce patrimoine devient propriété de l'État. Mais il ne s'agissait que des anciens biens du Parti et des propriétés de chasse de Ceaușescu, passées « à l'État » et « redonnées au peuple », à la télévision. Pour un mois. Quant au reste, comptes, cotisations, actifs et passifs, autres que des « fermes du parti » : silence complet. Dans le cas du PCR comme dans celui de la Securitate, outre les raisons politiques du nouveau pouvoir, qui répugnait à opérer une rupture claire avec le passé, il en est une autre, que j'ai nommée **la privatisation du régime communiste**, suivant le modèle du processus qui se déroulait alors en URSS⁴⁹. La conclusion s'impose d'elle-même : **la continuité des anciennes structures n'a pas été rompue par un processus de réformes ; au contraire, ce processus a aidé à leur consolidation, en créant une oligarchie communisto-sécuriste**. Cette oligarchie, qui transcende toute idéologie et tout programme politique, a infiltré non seulement le Front du salut national et ses successeurs politiques, mais aussi l'ensemble de la société roumaine. Une mafia silencieuse, efficace et rarement violente, dans la mesure où elle contrôle ou influence les structures de l'État jusqu'au plus haut niveau.

La vie politique en Roumanie ne faisait pas place aux nuances. Du point de vue idéologique, elle s'est polarisée entre, d'un côté, le groupe nombreux et bien organisé des anciens communistes et, de l'autre, le Parti national-libéral et le Parti social-démocrate, lequel reprenait la tradition de la gauche de l'entre-deux-guerres. À ces partis, se sont ajoutées de nombreuses organisations de la société civile, extrêmement active et réunie pour soutenir une proclamation, lancée le 11 mars 1990 à Timișoara. Le point 8 de cette proclamation visait à interdire aux anciens activistes et sécuristes de se porter candidat pour les trois premières législatures, quelle que soit la liste électorale.

Aux premières élections du 20 mai 1990, l'opposition essuie un sérieux revers. Le Front de salut national remporte 67% des suffrages. On lui avait adjoint de nombreux petits partis politiques, « compagnons de route », fondés sous sa houlette. L'opposition ne réussit à totaliser que 10% des suffrages. La participation est massive : Ion Iliescu est élu président avec plus de 85% des suffrages exprimés. Le seul mode d'expression resté disponible pour l'opposition

⁴⁸ Domnița Ștefănescu, *Cinci ani din istoria României. O cronologie a evenimentelor. Decembrie 1989-decembrie 1994*, p. 46-47. (*Cinq ans de l'histoire de la Roumanie. Une chronologie des événements. Décembre 1989-décembre 1994*), pp. 46-47. La majorité des données ont été extraites de ce volume, mais aussi de celui de la même auteure, *Doi ani din istoria României. O cronologie a evenimentelor. Ianuarie 1995-ianuarie 1997*, (*Deux ans de l'histoire de la Roumanie. Une chronologie des événements. Janvier 1995-janvier 1997*). Les deux volumes ont été publiés aux éditions *Mașina de scris*, respectivement en 1995 et 1998.

⁴⁹ Modèle révélé et illustré avec des documents issus des archives de l'ancien Parti communiste d'URSS de Vladimir Bukovski dans son célèbre livre *Jugée à Moscou*, traduit en roumain chez l'éditeur Albatros et Universal Dalsi, Bucarest, 1998.

est donc la rue. Sur la Place de l'Université à Bucarest, mais aussi dans les grandes villes du pays, des meetings-marathons sont lancés pour réclamer aux autorités l'adoption du point 8 de la proclamation de Timișoara. Fortes de leur succès électoral, les autorités issues du Front répriment sauvagement les manifestations. À Bucarest, de nombreux contestataires sont arrêtés dans la nuit du 13 au 14 juin 1990. Le lendemain, de violentes échauffourées éclatent entre manifestants et forces de l'ordre. Les mineurs appelés à Bucarest par le président Ion Iliescu, se livrent à des atrocités ; dans le même temps, des unités de la police et de l'armée ouvrent le feu contre les manifestants. Officiellement, on enregistre 6 morts et 560 blessés. Plus de 1 000 personnes sont arrêtées. On a dit que les brutalités de ce jour-là avaient renvoyé la Roumanie au Moyen Âge. Les principaux coupables, le président Iliescu et le Premier ministre Roman, ne furent jamais appelés à s'expliquer, pas même aujourd'hui.

Les élections de mai 1990 légitiment le pouvoir des structures communistes et, au plan institutionnel, se traduisent par le retour aux affaires de nombreux activistes et anciens officiers de la Securitate, restés jusque là dans l'ombre. Avec l'expertise de ces derniers, une opération commence, qui se poursuit aujourd'hui – **la conquête du pouvoir économique à travers un double transfert des propriétés de l'État socialiste**. En premier lieu, ce transfert s'effectue au profit des membres des structures communistes qui ont accédé à la propriété privée. En second lieu, mais dans une bien moindre mesure, certaines personnes dont les biens ont été confisqués par le pouvoir communiste ont pu en recouvrer la propriété. Ces rétrocessions furent empêchées par l'intervention directe du président Iliescu, qui déclara publiquement que la propriété privée n'était que « simagrées ».

Aux élections du 27 septembre 1992, largement regroupées et consolidées, les anciennes structures communistes reviennent au pouvoir, avec, il est vrai, un résultat nettement plus faible que précédemment. Deux facteurs expliquent la perte de voix. La première réside dans la coagulation des forces politiques de l'opposition et de la société civile dans une alliance, la Convention démocrate de Roumanie, qui réussit à obtenir 20% des suffrages. Le candidat de la Convention à l'élection présidentielle, Emil Constantinescu, met en difficulté Ion Iliescu, qui remporte tout de même le deuxième tour du scrutin, avec 47% des voix, contre 31% pour les autres candidats. Le second motif est la scission du Front du salut national entre le courant réformiste de l'ex-premier ministre Petre Roman et la tendance conservatrice menée par Ion Iliescu. Roman avait été démis de son poste à la tête du gouvernement en septembre 1991, notamment à l'aide de l'intervention brutale des mineurs, ce qui renforça les dissensions au sein du Front du salut national. En mars 1992, les partisans de Iliescu se retirent en formant le Front de la démocratie sociale de Roumanie, aile des conservateurs, qui gagne les élections de septembre la même année.

Entre 1992 et 1996, le pays entre dans une ère très semblable à celle que connut l'URSS sous Leonid Brejnev. Si on demande de nos jours à quelqu'un ce qui s'est passé durant cette période-là, l'interlocuteur réfléchit un moment et répond quelque peu stupéfait qu'il ne se souvient de rien. Le Premier ministre de l'époque, Nicolae Văcăroiu, ancien activiste du Parti, à la tête du Comité d'État de la planification sous le régime communiste, n'est pas précisément ce que l'on pourrait appeler un adepte des réformes libérales. **Le développement à grande échelle de la corruption**, en parallèle avec le dirigisme économique et la politique de subventions destinée à favoriser l'électorat procommuniste, continuent, au détriment

des performances réelles. Au total, le bilan de cette politique de stagnation voire de régression économique est le suivant : les conservateurs, comme Ion Iliescu, perdent les élections de novembre 1996. La Convention démocrate de Roumanie (CDR) remporte les élections avec plus de 37% des suffrages. Elle forme alors un gouvernement au côté des démocrates réformistes de Petre Roman et du parti de la minorité magyare. Emil Constantinescu devance Ion Iliescu et remporte le deuxième tour de l'élection présidentielle avec 54% des voix.

Les quatre années de gouvernement de la CDR et de ses alliés, malgré leurs erreurs, ouvrent **la voie vers l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN et à l'Union européenne**, grâce à une politique de réformes plus affirmée et à une orientation de la politique extérieure clairement pro-occidentale, contrastant avec la politique hypocrite des conservateurs communistes. Le coût politique des réformes, les dissensions au sein de la coalition gouvernementale, le soutien de la Roumanie à l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie – violemment contestée par les anti-occidentaux et les partenaires nationalistes du mouvement de Ion Iliescu –, conduisirent à l'usure du gouvernement de la Convention et de l'image du président **Constantinescu**. Pourtant, sans risque de se tromper on peut avancer que ce dernier fut, après des décennies de dictature, le **premier président démocrate de la Roumanie**. Le principal parti de gouvernement, le Parti national paysan chrétien-démocrate, disparaît pratiquement de la scène politique et l'ancien président paie seul le coût de ce premier gouvernement de droite après 1989.

Aux élections de **2000, Ion Iliescu et son parti reviennent à la tête du pays et au gouvernement**. Suivent quatre autres années au cours desquelles les conservateurs néo-communistes poursuivent cette fois-ci la politique extérieure pro-occidentale de leurs prédécesseurs, c'est-à-dire pro-OTAN et pro-européenne. En revanche, au plan intérieur, le gouvernement renoua avec la politique économique des années 1992 - 1996. **La priorité est de continuer le transfert des biens de l'État au bénéfice de groupes d'intérêts liés au pouvoir**. La propagation aiguë de la corruption et la constitution d'un véritable système de **mafia politico-économique**, dirigé du plus haut niveau, favorise l'enrichissement substantiel de dignitaires, mais aussi des structures activisto-sécuristes pro-Iliescu réactivées après leur mise à l'écart entre 1996 et 2000. Le niveau élevé de la corruption et l'arrogance affichée des soi-disant sociaux-démocrates, appellation nouvelle des conservateurs de l'ancien Front du salut national, dirigés par Adrian Năstase, un béni-oui-oui de la garde rapprochée de Iliescu, promu parmi les jeunes technocrates de l'ancien régime, conduisirent à une nouvelle défaite électorale des anciens communistes à la fin de l'année 2004.

Fin 2009, après la défaite du Parti national-libéral au pouvoir entre 2004 et 2008, nous en sommes à deux ans d'instabilité gouvernementale. Durant ces deux années, la scène politique a été dominée par le Parti libéral-démocrate et, pour peu de temps, par ses alliés conjoncturels, le Parti social-démocrate. En réalité, celui qui possède la clé des décisions est le président Traian Băsescu, qui a commencé aussi sa carrière au Front du salut national, pépinière dont sont issus la majorité des politiciens des deux partis en cause. Ces hommes politiques détiennent entre eux un immense pouvoir économique et le pouvoir occulte de la Securitate, dont les autorités ne donnent aucune preuve qu'elles

peuvent ou savent la démembrer. **Ainsi existe le risque que la principale contribution de la Roumanie au capital commun européen soit son expérience de la survivance des structures communisto-sécuristes et de leur capacité à s'adapter parfaitement aux mécanismes de l'économie de marché, pervertis par la corruption.** Le conflit entre ces deux grandes tendances – libérale et soi-disant « démocrate-populaire-sociale-démocrate », en fait d'origine néo-communiste – persiste, et l'issue en demeure incertaine.

La Roumanie reste une terre de paradoxes – et pas seulement au plan politique. Je terminerai par un exemple qui illustre cet état de fait. Il y a quelques années, j'étais conseiller local à Braşov, une grande ville de Transylvanie. Lors de la prestation de serment, j'ai été surpris de constater que, face à moi, le secrétaire de mairie, qui me tendait la Bible et m'invitait à répéter le texte par lequel je m'engageais à défendre la Constitution et les valeurs de la démocratie, était un ancien officier de la Securitate. En guise de conclusion, j'ajouterai une dernière remarque. Dans les années 1980, Andrei Bodiou, un ami écrivain, disait volontiers que « la Roumanie a un pied dans les Balkans et un pied dans la tombe. » Je crois la formule encore valable, sauf que j'ai quelque peu rectifié la position – de nos jours, le pied à l'extérieur de la tombe se trouve... en Europe.



Marius Oprea était assisté pour sa présentation orale par Mirel Bran, correspondant du Monde et de France 24 à Bucarest, qui en a assuré l'interprétariat.

Le texte de la présente communication a été traduit du roumain par Ştefania Spoitu et Guy Hoedts.



Patrick Michel

(CNRS, Paris)

1989 en son contexte : éléments de réflexion

« Vingt ans après, le sens ? », telle est la question que les organisateurs de ce colloque m'ont demandé de traiter. Et c'est dès lors immédiatement qu'il convient de souligner que si, selon son épouse Elena, la Roumanie était trop petite pour Nicolae Ceaușescu, cette question est à l'évidence trop grande pour moi.

Par ailleurs, si ne m'échappent pas les raisons qui conduisent à s'interroger, encore et encore, sur la nature de ce qui s'est joué en décembre 1989 en Roumanie, ne serait-ce qu'afin d'échapper au constat prêté par Shakespeare à Macbeth : « *A tale told by an idiot, full of sound and fury, signifying nothing* »⁵⁰, je ne me sens guère en mesure, n'étant pas spécialiste de ce pays, d'apporter quelque contribution pertinente que ce soit au débat.

Aussi bien la réflexion proposée ici ne s'engagera pas sur la voie de la qualification de 1989 en Roumanie : « Révolution » ? « Coup d'État » ? Mélange des deux ? – mais dans quelles proportions ? Si trancher pose de délicats problèmes, chacun s'accordera sur l'idée que, quoi qu'il se soit passé en décembre 1989, il s'est *a minima* assurément passé *quelque chose*.

Et c'est dès lors « l'événement » en tant que tel, « construction permanente qui s'étale considérablement dans le temps »⁵¹, selon la formule d'Arlette Farge, qui capte l'attention : l'événement, et donc l'interprétation qui en est faite, ainsi que les conflits auxquels celle-ci donne lieu.

L'événement, comme redistribution de logiques, s'inscrit d'emblée sous le signe de l'équivocité. Et si l'on mesure l'importance d'un événement à son degré d'équivocité, 1989 constitue sans nul doute un événement majeur.

Sans prétention aucune à l'exhaustivité, 1989 sera ici questionné à travers trois séries de remarques : s'est-il agi d'un « événement planétaire » ou d'un « non-événement » ? Y a-t-il eu unicité déclinée ou pluralité de situations, récapitulée ex-post par l'intitulé « 1989 » ? Enfin, comment 1989 articule-t-il univocité du sens, sens de l'univocité et signifié pluriel ?

⁵⁰ William Shakespeare, *Macbeth*, V, 5.

⁵¹ Arlette Farge, « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, 2002, pp. 69-78.

« Événement planétaire » ou « non-événement »

1989 peut être appréhendé comme un « événement planétaire ». Tel était le sentiment de nombre de ceux qui, acteurs ou simples spectateurs, en furent les contemporains. C'est dans cette logique que se situera Hobsbawm, voyant dans cette date la fin du « court XX^e siècle », d'un siècle dont la Révolution russe de 1917 et l'effondrement du système qui en était issu constitueraient le début et la fin, et auquel l'entreprise communiste conférerait donc sa signification ultime. D'autres, avec des référents et une posture d'analyse différents, iront jusqu'à y voir « la fin de l'histoire » (Francis Fukuyama).

Inversement, pour un responsable politique comme Hubert Védrine, la chute du Mur, en tant qu'elle récapitulerait 1989, ne serait jamais qu'« un vrai-faux événement (...) Cela a commencé longtemps avant, avec Wałęsa, l'Afghanistan, Jean-Paul II, Gorbatchev dès 1985 (...) Des semaines avant la « chute » (en fait l'ouverture du mur par le régime lui même, à bout de souffle) les Allemands de l'Est partaient déjà, via la Hongrie ». Et de conclure : « l'ouverture du Mur par une RDA exsangue est un signe de l'épuisement du communisme. Ce n'est pas une cause mais déjà une conséquence. »⁵²

Cette approche a pour incontestable mérite de mettre l'accent sur cette épaisseur de référence que constitue la durée. La sortie du communisme, processus aussi long que l'histoire du communisme elle-même, ne ressortissait pas à l'inattendu. En 1979 le très jeune homme qu'était Zbigniew Bujak⁵³, arrivant sur ce qui s'appelait alors la Place des Victoires à Varsovie pour assister à la messe célébrée par Jean-Paul II devant un million de personnes (la télévision avait reçu l'ordre de ne jamais filmer la foule dans son ensemble afin de ne pas souligner l'ampleur du rassemblement, et donc du désaveu du pouvoir, dont le Pape polonais était l'opérateur) diagnostiquait lucidement la fin programmée d'un régime dont la capacité de produire de la fausse alternative à seule fin de se perpétuer n'apparaissait tout simplement plus crédible. Lui et d'autres, notamment Jacek Kuroń, n'en sont dès lors plus à s'interroger sur la liquidation du communisme mais sur les modalités de celle-ci.

Par ailleurs, ce processus de sortie du communisme s'est fondamentalement joué sur le mode de la différenciation, le pouvoir soviétique ayant admis dès 1956, que l'apparence de la diversité pouvait servir la réalité de l'homogène. L'humour qui prévalait alors le dit assez : trois chiens, l'un polonais, l'autre roumain et le troisième hongrois se rencontrent et sympathisent. Au moment de se séparer, le chien hongrois propose aux deux autres d'aller poursuivre la fête en Hongrie. Ce n'est pas terrible, reconnaît-il, mais on y trouve à manger. Allons plutôt en Pologne, répond le chien polonais : il n'y a pas grand-chose à manger, mais on peut y aboyer autant qu'on veut. Interloqué, le chien roumain demande alors : ça veut dire quoi « aboyer » ? Ça veut dire quoi « manger » ?

Unicité se déclinant ou pluralité de situations récapitulée ex-post par l'intitulé 1989

Singularité du communisme, diversité des situations. C'est là la toile de fond sur laquelle interviendra 1989. D'où l'idée d'un mouvement unique de renversement

⁵² http://tempsreel.nouvelobs.com/speciales/international/19892009_le_mur_de_berlin/20091110.OBS7457/la_chute_du_mur_un_vraifaux_evenement.html.

⁵³ Futur dirigeant de Solidarité clandestine.

du communisme, balayant cette partie du continent européen qui lui était soumise, et décliné pour s'adapter aux spécificités de chacun des pays concernés. Des analogies ne pouvaient dès lors manquer d'être recherchées (et trouvées) entre ce grand mouvement libérateur et le « Printemps des peuples de 1848 ». Alors aussi avait été mise en avant l'idée d'une unicité se déclinant sous diverses formes en différents lieux : « *Parigi comincia, Roma continua* », scandaient ainsi les insurgés de l'État pontifical. En réalité, 1848 ressortissait à un assemblage de situations fort hétérogènes où, à une révolution portée par les logiques de la démocratie et de la question sociale, faisaient écho des situations sous-tendues par celles du libéralisme et de l'idée nationale.

Il reste que Paris avait été le détonateur, la « fabrique des révolutions ». Le mouvement, en ce milieu du XIX^e siècle, venait de l'Ouest, l'ordre de l'Est. **En 1989, le détonateur est Moscou.** C'est Gorbatchev, la génération de 68 l'entourant, qui, bon gré mal gré, signe l'exeat. L'Union soviétique étant à bout de souffle, il s'agit de tenter de sauver la Russie de la faillite communiste.

L'unicité supposée s'est toutefois éprouvée dans une temporalité éclatée. Comme on pouvait le lire sur une banderole fièrement brandie par des étudiants tchèques à Prague lors de la Révolution de velours : « La Pologne dix ans, la Hongrie dix mois, l'Allemagne de l'Est dix semaines, la Tchécoslovaquie dix jours ». Et ces étudiants ignoraient alors que la liste n'était pas close : La Roumanie dix heures... et l'Albanie dix minutes !

Gorbatchev ne faisait pas mystère de sa difficulté de s'entendre avec les Husák, Ceaușescu, Honecker et autres Jivkov, ces « troglodytes », pour reprendre l'expression qu'utilise Jaruzelski⁵⁴, l'un des deux dirigeants du Bloc, avec Kádár, que le responsable soviétique considérait comme des interlocuteurs acceptables. Les troglodytes donc, emmurés dans le béton, refusant que quoi que ce soit bouge. Le général polonais, fidèle en cela à une ligne de défense invariable visant à le présenter sinon comme l'homme du juste milieu, au moins comme celui du moindre mal, justifie d'ailleurs le 13 décembre par la nécessité de donner à ces troglodytes le temps d'être ensevelis, leurs certitudes comme linceuls, et aux supposés « pyromanes » de Solidarité celui de réaliser ce qu'il peut en coûter de jouer aux apprentis sorciers : « Solidarité était trop faible pour prendre le pouvoir ». Mais « le pouvoir [allait quant à lui se révéler] trop faible pour conduire les réformes ». Il importait donc de « bien préparer le terrain pour un passage élastique vers la démocratie ».

On ne discutera pas ici le caractère rétrospectivement téléologique de l'interprétation donnée par le général Jaruzelski d'un 13 décembre, condition à terme de la liquidation pacifique du communisme en Pologne. L'un des autres acteurs de la scène polonaise, Aleksander Hall, souligne à juste titre, depuis l'autre bord, que dans une situation toute d'incertitude et de fluidité « les choses n'étaient pas écrites ».

Il reste que, communistes ou ex-communistes, membres de Solidarité ou ex-membres de Solidarité, la plupart des Polonais communient dans une même fierté d'avoir, avec une « table-ronde » qualifiée de « miracle » par l'ex-président Kwasniewski, en ce qu'elle constituait une « rupture avec une tradition de révolutions sanglantes », inventé un « modèle polonais » de gestion de la fin du

⁵⁴ Lors du colloque « Pologne : le modèle de sortie du communisme 20 ans après », organisé à Paris par l'IFRI, le 18 septembre 2009. Les citations suivantes sont également tirées des interventions à cette rencontre.

communisme. Un modèle qu'ils n'hésitent pas à opposer, non sans une certaine condescendance, à une « révolution » roumaine dont la violence serait à mettre au compte de l'intransigeance du pouvoir Ceaușescu. La formation du gouvernement Mazowiecki valait ainsi à l'ambassadeur de Pologne à Bucarest de se voir convoqué par les autorités roumaines pour les entendre vitupérer contre le « triomphe des impérialistes les plus réactionnaires ».

La brutalité du régime roumain expliquerait l'étendue d'un traumatisme qui ne serait toujours pas dépassé aujourd'hui. Le film récent de Horațiu Malaele, « *Au diable Staline et vive les mariés !* », montre ainsi une équipe de télévision de la capitale roumaine allant en 2008 tourner un sujet dans une localité de province, où s'observent des phénomènes présentés comme étonnants. En 1953, les habitants de ce qui était alors un village avaient bravé l'interdiction de quelque festivité que ce soit, du fait de la disparition de Staline, et célébré une noce. La sanction, immédiate et barbare, fait basculer la petite communauté du joyeusement grotesque au tragique. Le village est rasé et les images que capturent les caméras de télévision, un demi-siècle après, sont celles d'un monde qui ne serait jamais que mort s'il n'était encore peuplé de formes noires, pour lesquelles le temps s'est irrémédiablement figé, et dont l'incohérence dit assez que la folie leur tient lieu de deuil, ou peut-être le deuil d'existence.

Univocité du sens, sens de l'univocité, signifié pluriel

Le « sens » de 1989 ne s'épuise ni dans l'effondrement du système soviétique, ni dans la victoire de l'Occident, cette façon de poser la question perpétuant une configuration dont précisément les conséquences de l'événement tendent à manifester l'absence de pertinence.

C'est pourtant dans cette perspective que se sont développées la « transitologie » puis la « consolidologie », non seulement comme refuges pour soviétologues privés d'objet, mais aussi comme attestation du **vide conceptuel auquel nous confrontent les évolutions du contemporain**. L'imprécision et l'inadéquation des catégories utilisées pour rendre compte de 1989 et de ses suites procédaient sans doute à l'origine du flou dans lequel avait à se débattre toute construction d'une interprétation de ce qui s'était joué. L'utilisation – pour partie faute de mieux mais pour partie seulement – de ces catégories a toutefois contribué à opacifier l'analyse.

En fait, la vision dominante de 1989 comme séquence de transformation démocratique ou comme révolution libérale a eu beau demeurer centrale, parce que nécessaire, dans une perspective gestionnaire d'administration du retour à la « normalité » de l'ancienne Europe de l'Est (c'est-à-dire de son adoption d'un modèle occidental), elle a néanmoins été très vite remise en cause par les sociétés elles-mêmes. Dès 1991, le quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*, ébauchant un bilan des transformations intervenues, titrait ainsi « Ceux qui gagnent, ceux qui perdent et ceux qui sont perdus », en ne dissimulant point que la troisième catégorie était de loin la plus nombreuse. Le constat peut sembler toujours d'actualité. Et c'est assez largement autour de la consommation, qui représentait un des éléments constitutifs des attentes de 1989, du « rêve d'Occident », que s'activent des imaginaires rétrospectifs, s'affichent des frustrations et naissent des sentiments de perte par rapport à l'avant 1989. Sentiments qui peuvent aller jusqu'à l'impression diffuse « d'avoir raté quelque chose » avec l'effondrement du communisme : les cornichons est-allemands de *Good bye, Lenin !*

La relation au temps, indissociable du rapport à l'histoire, apparaît dans l'ensemble de l'ancienne Europe de l'Est comme largement privée de sens, dans la double acception du terme : signification et orientation. Et la mise en évidence du caractère incertain de l'avenir a débouché sur une moindre disponibilité que naguère du futur pour relire le passé et donner sens au présent. La tentation est donc grande de se tourner vers le passé. Mais celui-ci fait, particulièrement en Europe centrale, l'objet de lectures si différenciées qu'il en devient difficilement utilisable. Ce brouillage du rapport au temps remet en cause la signification de 1989, dont l'un des modes privilégiés d'énonciation était le retour à l'Histoire, et l'autre le retour à l'Europe, qui nourrissait un imaginaire d'espérance.

L'ample distance prise à l'égard du politique qui résulte d'évolutions largement vécues sur le mode de la lassitude n'est pas le seul apanage de l'ancienne Europe de l'Est. Si, comme il a été dit, la sortie du communisme ne ressortissait pas à l'inattendu, il n'en est pas moins vrai qu'elle a pris l'Occident par surprise. Celle-ci pouvait paraître bonne, et s'est d'ailleurs vue saluée avec enthousiasme par beaucoup. Il reste qu'elle privait l'Occident d'un « ennemi » précieux. Et il n'aura pas fallu longtemps pour que se vérifie la prédiction de Jacek Kuroń selon laquelle l'Ouest ne tarderait pas à regretter l'existence du communisme réel et de l'Union soviétique. Heureusement pour les néo-conservateurs, le 11 septembre 2001 allait bientôt repourvoir en signification une position sinon privée d'horizon.

L'effondrement du communisme a procédé à l'Est de la progressive mise en évidence de l'épuisement de sa capacité à susciter de la croyance. Évoquant la tentative de Ceaușescu pour reprendre l'initiative le 21 décembre 1989, Catherine Durandin note qu'il y aurait fallu « un charisme que le chef de l'État [avait] perdu, un grand projet dont il [était] dépourvu (...) Il y a longtemps, plus de dix ans sans doute, que [les Roumains avaient] cessé de croire »⁵⁵. **La singularité du communisme était de gager le politique sur l'utopie, de constituer celle-ci en un socle de légitimité. L'effondrement du communisme revient à la disqualification (provisoire ? durable ? définitive ?) de l'utopie comme modalité de légitimation d'une entreprise politique.** Et dans la mesure où, en raison même de l'usage qui était le sien de la référence à l'utopie, le communisme enchantait le politique, et jusqu'à l'opposition politique qu'il pouvait susciter, toutes les sociétés contemporaines peuvent être considérées comme post-communistes, au sens où toutes doivent gérer la relation à nouer avec un politique désenchanté.

⁵⁵ Catherine Durandin [avec la participation de Guy Hoedts], *La mort des Ceaușescu – La vérité sur un coup d'État communiste*, Bourin éditeur, 2009, p. 104.



Ceslav Ciobanu

(Virginia State University, Petersburg, VA, USA)

The Perspective of a Moscow Insider

First of all, I would like to thank Professor Catherine Durandin, her colleagues at the National Institute of Eastern Languages and Civilization (INALCO), distinguished speakers at this Forum and especially this very kind and intelligent audience, for offering me an opportunity to live through again the time of revolutions of 1989, the most challenging time of my life. The wise questions and suggestions of Professor Durandin helped me structure this presentation, address issues that probably would emerge again and again, particularly in my native Moldova, for whom the question "*Quo Vadis?*" is still the most pressing and important.

Here are my responses to Professor Durandin's queries.

1 - The overall view of Ceaușescu's Romania as seen from you and your friends at the *Staraia Ploshchad'*. Attitudes among you and your colleagues toward Ceaușescu and his government.

Moscow's *Staraia Ploshchad'* (*Old Square*) was for many years the residence of the most powerful man in the former Soviet Union – the Secretary General of the Party. The saying "When Moscow sneezes, Eastern Europe catches cold" is related to this place. For several years it was Mikhaïl Gorbachev's residence, as well as my office and my colleagues' within the Foreign Affairs Department. How Ceaușescu's Romania had been seen from this square during that time?

I think, it was a mixed picture: deep sympathy for the Romanian people, reduced to beggary in Ceaușescu's "golden *époque*", curiosity for what trick Ceaușescu would pull next, and disgust about the Romanian palatial press that idolized the "beloved *conducător*" (ruler). I would mention a few key points, based on my experience and memories:

First, for more than two decades Ceaușescu had been *l'enfant terrible*, an "incorrigible dissident" of communism, being *de facto* more orthodox and devoted to the communist cause than a lot of his foreign counterparts, suppressing aggressively any manifestation of opposition or even independence in his own country. He always had been seen by the Kremlin as a troublemaker with his "special", "separate", "different" position, sometimes radically opposed to Moscow's. In 1967, for example, he initiated diplomatic relations with the Federal Republic of Germany and refused to break those with Israel in spite of the Soviet and other Warsaw Pact country leaders' so called "coordinated approach". In 1968 he not only refused to join the Soviet-led

invasion of Czechoslovakia, but spectacularly condemned it. Unquestionably this was the apotheosis of his political career and popularity, and that of the communist regime, as Andrew Janos, Professor at the University of California, Berkeley⁵⁶ observed. One year later, in 1969, in the turbulent times of the Cold War, Romania was the first and only European Soviet bloc country visited by an American President (Richard Nixon).

Second, as Elena Ceaușescu once joked (or maybe not) during an unofficial dinner, "Romania is too small for such a great leader as you are, Nicolae". Ceaușescu always irritated Moscow by his extravagant initiatives in international affairs, particularly related to the Non-Alignment Movement. Having especially warm relations with maoist China, with Palestinian leader Yasser Arafat, he tried to play the role of "mediator" between Moscow and Beijing, and that of "peacemaker" in the Middle East. I attended a luncheon offered by him for Arafat at a villa at Moscow's *Leninskie Gory* (Lenin's Hill) in 1970 when both of them were invited to take part in the 70th anniversary of the Russian October Revolution. They had a very warm meeting, as friends united by a common mentality, a common cause and a common fate. I thought then that if Ceaușescu would have worn the same Palestinian head scarf (called in Arabic "*cuflia*"), they could have been identified unmistakably as brothers. By the way, Ceaușescu had warm relations with another Arab friend of his – Saddam Hussein –, whom I saw in the presidium of the last XIVth Congress of the Romanian Communist Party not far from the Ceaușescu couple.

It should be mentioned that he was sometimes quite successful in playing on contradictions between West and East, especially during the first period of his rule (1965-1971), when he got political dividends from what Professor Vladimir Tismăneanu called his "original synthesis of desatelerization and destalinization"⁵⁷. This, by the way did not stop him being forever asking Soviet leader Mikhaïl Gorbachev at their meetings for an additional 5-10 million tons of oil to support the Romanian economy, which was built according to his grandeur's ambitions and not on the principle of self sustainability. Surprisingly for me, he usually received what he asked for.

Third, I would also mention Ceaușescu's jealous reaction to Mikhaïl Gorbachev's popularity and path-breaking reforms. Initially he tried to ignore them as "something that Romania had done a long time ago", or belittle their importance, insisting that "there is no interest in Romania in either *perestroika* (restructuring) or *glasnost'* (transparency)". For instance, information about one of Gorbachev's most important speeches to the January 1987 Plenum of the Central Committee of the Communist Party of the Soviet Union, appeared just as a brief summary in the Romanian press after a three day delay under the pretense of "difficulty of translating it from Russian". It was nothing else than the application of the classical maxim about the virtue of gaining time, wait-and-see: *quis habet tempus, habet vitam*.

But as time had passed and Gorbachev's reputation in the international arena had increased, Ceaușescu changed his behavior. He tried to get political dividends from the popularity of the Soviet leader. There is a Russian expression: "*royali v kustah*" – "grand piano in the bushes" –, which refers to

⁵⁶ Andrew Janos, *East and Central Europe in the Modern World*, Stanford University Press, 2000, p. 299.

⁵⁷ Vladimir Tismaneanu, *Stalinism for All Seasons. A Political History of Romanian Communism*, University of California Press, 2003, p. 192.

finding something or someone in a totally unexpected place, at a totally unexpected time. My colleagues and I were amused by Ceaușescu's insistence on appearing "unexpectedly" alongside the Soviet leader at International Conferences, to exchange a few words with him at those "unexpected" meetings and of course to offer the Romanian press, which "unexpectedly" was "in the right place and at the right time" an opportunity for a few pictures with Gorbachev. All of those *petites mises en scène* were very well directed by Ceaușescu's aides and widely reflected in the Romanian mass-media to create an impression that "Mikhaïl Gorbachev is taking into consideration Ceaușescu's opinion and suggestions"⁵⁸.

2 - Reactions among you and your friends to the events of 1989 beginning with the Hungarians opening of the border to the Velvet Revolution in Czechoslovakia, including the fall of the Wall.

The fall of the Berlin Wall on the night of November 9, 1989 marked a turning point for Europe and for the World: the End of the Cold War and the triumph of democracy and human freedom. It was followed by a cascade of anti-communist so-called "velvet revolutions" in Central and Eastern Europe and two years later by the collapse of the Soviet Union. The great 1989 revolution was the first one ever in which almost no blood was shed. As John Lewis Gaddis, Professor at Yale University mentioned "There were no guillotines, no heads on pikes, no officially sanctioned mass murders... In both its ends and its means, then this revolution became a triumph of hope. It did so chiefly because Mikhaïl Gorbachev chose not to act, but rather to be acted upon"⁵⁹. Never before liberation came to so many people – millions of Eastern Europeans –, and never a revolution has been accomplished so swiftly and so peacefully by ordinary people rather than by fanatics with guns. With one exception – Romania.

At that time I was one of the young advisers on Mr Mikhaïl Gorbachev's team in Moscow. It was an event that the majority of people in East Germany and other communist countries waited too long to happen, a dream that became true overnight, although this "night" lasted for many decades. I want to share with you just a few personal thoughts about this important event that also changed my life and my family's.

First, I found out about the fall of Berlin Wall in the morning of November 10 as many in the Soviet Union did and, I supposed, my former boss Mikhaïl Gorbachev as well. We, his advisers, and Mr Gorbachev himself, perhaps, were poor prophets on the topic of Germany's unification on and fall of communism in Eastern Europe. I remember that during President Gorbachev's visit to West Germany in the Summer of 1989, when he and Helmut Kohl, the then German Chancellor; were asked at the press-conference about the possibility of German unification, both leaders answered that this question would be addressed as history would evolve... in the XXst Century... It happened just a few months after this meeting.

Later on I learned that the Soviet leaders and their advisers were not the only ones caught by surprise. In 1987 President Reagan had addressed a crowd of about 20,000 in West Berlin, near the Brandenburg Gate, challenging Soviet leader: "Mr Gorbachev, tear down this Wall". His National Security Adviser, Frank Carlucci, remembers thinking: "It's a great speech line. But it will never happen"⁶⁰... It happened just two years later.

⁵⁸ Mikhaïl Gorbachev, *Zhizni i Reformy*, Moscow, *Novosti*, 1995, p. 393

⁵⁹ John Lewis Gaddis, *The Cold War. A New History*, Penguin Books, 2005, p. 239.

I would stress that few European leaders welcomed the change brought about by the fall of the Berlin Wall. A French novelist had once joked that he loved Germany so much that he was glad there were two of them. That remark captured the general spirit in his country, including Francois Mitterrand's, the then French President. Not much different was the reaction of Margaret Thatcher, the then British Premier Minister; she dismissed the German unification as "the stupidest idea I've ever heard of"⁶¹.

Tearing the Wall down had yet other meanings, however. It had a very negative impact on Russians, especially the elite: humiliation of the loss. In the opinion of hard-liners, who represented the majority in the Soviet Party, this meant nothing other than a defeat of the Soviet Union fifty years after its victory in the World War II, a war that had cost 27 million lives. Falling apart were not only the myth of "the historical superiority of socialism over capitalism", but also the perception of the whole socialist bloc as monolithic. It was a "domino effect". The end of the Soviet Union was expected soon – "an empire gathered drop by drop over a thousand years", as Vitali Vorochnikov, the leader of Soviet delegation to the XIVth and last Congress of the Communist Party of Romania in 1989 said in a moment of frankness at a Bucharest dinner.

Second, the key factor was Mr Gorbachev's firm intention and conviction that he would not use force to suppress neither the democratic aspirations of East Germany's people nor those of other East European countries, as his predecessors had done many times in the past: 1953 in Berlin, 1956 in Hungary and Poland, 1968 in Czechoslovakia and so on. He was a new type of leader, perhaps the greatest personality of XXth Century along with President Reagan. It was his policy of *perestroika* and *glasnost'*, a new political thinking that he launched after he became the Soviet leader, the last one. I am proud that I was alongside Mr Gorbachev at that time, in his team with other colleagues, including Georgy Shakhnazarov, Valerii Musatov, Andrei Grachev, Andrei Gorlenko who supported the Soviet leader by making very profound analyses, choosing between alternatives and making consistent recommendations that *de facto* served as the basis for Gorbachev's historical decisions.

Just imagine what could have been the consequences of an alternative suggested by hardliner opponents: using force to prevent German unification and "save communism": in East Germany alone were stationed more than 300,000 Soviet troops armed to the teeth – elite troops, specially selected! I want to stress also that it is not just by chance that Reagan's greatest success in putting an end to the cold War was achieved not through the use of force but by persuasion, dialog and diplomacy. I think it is not at all an accident that Nobel Prize for Peace was awarded this year to U.S. President Barack Obama. Mr Gorbachev, who was awarded this Prize in 1990, said welcoming the Nobel Prize Committee's decision that "Obama is a person who has expressed hopes" and his election as U.S. President, according to Gorbachev, "is the most important event of this year"⁶².

Third, leadership, as we know, must not only manage crises but also avert them. Mr Gorbachev, as most analysts and historians agree, played a

⁶⁰ Ratnesar Romesh, "Why the Wall Came Down", *Time*, November 9, 2009, p. 38.

⁶¹ John Lewis Gaddis, *Ibidem*, p. 251

⁶² "Gorbachev says Obama's election as US president is the main event of 2009", *Interfax*, Moscow, November 3, 2009

pivotal role on the events leading up to the fall of the Berlin Wall when he abandoned the so-called "Brezhnev Doctrine of limited sovereignty" and replaced it with what Genadii Gerasimov, a former *Smolenskaya Ploschad'* colleague, the Soviet Foreign Ministry spokesman, described as the "Sinatra Doctrine", based on the singer's song "My Way". In other words, East Germany, like Hungary, Poland, Czechoslovakia and other Eastern European communist countries were free to choose their own political and economic way, their own fate.

But I want to point to one very important fact, mentioned by Mr Gorbachev in his recent interview for *The Nation* magazine: if President Reagan and President Gorbachev had not succeeded in signing crucial important disarmament agreements and in normalizing Soviet-American relations in 1985 - 1988, the later developments, including the fall of the Berlin Wall, the unification of Germany and the end of the Cold War, would have been unimaginable⁶³. The alternative would have been mutual guaranteed destruction of both superpowers, taking into consideration that the United States and the Soviet Union held at the time 99% of all nuclear armaments.

Fourth, last, but not least. The map of today's World is totally different from that of 1989. On the ashes of the Soviet Union emerged 15 independent sovereign states. Former Soviet satellites - East and Central European Countries - chose freedom and democracy, market economy and capitalism. Ten of these countries became members of the European Union and the majority of them NATO members. We saw the repercussions of the 1989 events in recent years during the so-called "color revolutions" in the former Soviet states. Georgia's "Rose Revolution" and Ukraine's "Orange Revolution" brought to power new democratically and market-oriented forces that pledged EU accession for their countries and aspired to NATO membership. The latest such events happened in Spring and Summer 2009 in my native country - Moldova -, the so-called "twitter revolution". The young, struggling for "some changes in our country... any kind of changes" and democratic forces confronted the corrupt authoritarian regime headed by the unrestructured communist party led by V. Voronin, a baker and Soviet militia general, and aimed at getting rid of communists at the July elections.

3 - Your understanding of the reaction of M. S. Gorbachev and his colleagues to the Ceaușescu in general, and the events at the Fourteenth Party Congress.

I attended that Congress as an adviser to V. Vorotnikov, the member of Politburo and head of Soviet delegation and I accompanied him to his meeting with N. Ceaușescu. This trip had several highlights that I remember very well.

First of all, significant in its stupidity was the slogan of this event: "the Congress of the great victories and triumph of socialism, of the independence and full sovereignty of Romania". Only days remained before the Party's fall and the execution of its Secretary General, nonetheless Ceaușescu continued to be glorified by the attendees, with prolonged standing ovations. I remember that they applauded him more than 40 times during his report. At a signal from his wife, or from the Second Party Secretary Emil Bobu, the whole hall was transformed into a concert of dithyrambs to the "beloved *conducător*", the "Carpathian Genius", the "Strongest oak of oaks", "the Father of all Romanian children" as he was idolized in the palace press at that time. Just three weeks later at the mass meeting convened by Ceaușescu in order "to strengthen cohesion with the people" tens of thousands of Romanian

⁶³ Katrina Vanden Heuvel & Stephen F. Cohen, "Gorbachev on 1989", *The Nation*, November 16, 2009.

citizens with the same unanimity protested against Ceaușescu's dictatorship. The gap was obvious between the communist Government and a society that had reached the limit of its patience, and the explosion was inevitable. That I recognized very clearly at the Congress.

4 - Your reading of the "body chemistry" between Gorbachev and Ceaușescu.

December 4th, 1989, a freezing day in Moscow, was the last time I saw the Romanian dictator, Nicolae Ceaușescu. He was the only one from the "old guard" among the leaders of the Warsaw Treaty countries invited by President Mikhaïl Gorbachev to Moscow to brief them about the results of his meeting with U.S. President, George H. W. Bush in Malta. The new faces of the Eastern European leaders reflected the turbulent changes in these countries generated by Gorbachev's path-breaking transformations in the Soviet Union and "new thinking" in foreign policy. My colleagues and I who prepared and mediated these meetings, particularly that of Mr Gorbachev and Nicolae Ceaușescu, were impressed by a few things.

First, the Romanian *conducător* (ruler) was unusually exalted and nervous, stammered, appeared frightened by the fall of the Berlin Wall and by the unhappy fate of his good friend, Erich Honecker, the former East Germany's leader, by all the revolutionary changes in socialist countries that *volens nolens* affected his own, the last bastion of Stalinist-type socialism in Europe, cultivated for more than two decades by Ceaușescu and his adepts. Maybe he had a presentiment that his country would be the next in this row of falling dominoes that went through East European communist regimes.

Second, Ceaușescu came to Gorbachev with an unexpected proposal: to convoke a conference of communist and labor parties "to address new challenges of the time", to "elaborate new guidance" and "new modalities on how to save socialism and communist parties", to act as Lenin did in 1903 when he "raised the flag of socialism and revolution". My feeling was that Ceaușescu was ready to accept an intervention of the Soviet Union just to stop the process of erosion of socialism, even military intervention, although he mentioned to Gorbachev that he was not meaning it⁶⁴. Hearing such a thing from Ceaușescu, the only socialist country leader not to join the Warsaw Treaty invasion of Czechoslovakia in 1968, who always distanced himself from the Soviet Union and its Communist Party's collective initiatives and coordinated actions of the communist and labor movement, was totally unexpected. Even Ceaușescu's assistants were caught by surprise, one of them, who worked for him for many years (Gheorghe Stoică) later mentioned to me.

Third, my feeling was that Ceaușescu was desperately looking for an interlocutor, a partner to share his concerns and visions about the state of socialism and the future of communist parties, of his own country and his own fate. He saw Mikhaïl Gorbachev as such a partner, able to listen to him and to advise him as to what to do. A confirmation of these thoughts of mine I heard fifteen years later from Mr Mikhaïl Gorbachev himself when I met him briefly on November 11, 2002 at the Woodrow Wilson Center for International Scholars in Washington D.C. where he held a lecture on global environmental problems⁶⁵.

⁶⁴ Mikhaïl Gorbachev, *Life and Reforms*, part 2, Moscow, Novosti, 1995, p. 403, (in Russian).

⁶⁵ I elaborated these subjects in detail in the article "Mikhaïl Gorbachev: The Decay of Socialism and the

I do not think that Gorbachev was very patient with Ceaușescu. He was rather an opponent than a partner for him. During this meeting he told him about the GDR's Honecker and Czechoslovakia's Jakeš who wasted their time and lost their chances to bring long expected democratic transformations and reforms to their countries. It was an attempt to make Ceaușescu understand that this was all about him too. As a Romanian proverb says: "Hit the saddle if you want the horse to understand" ("*Bate șeava să înțeleagă calul*"). But in this particular case, as Americans say, "the saddle was put on the wrong horse". It was too late to change anything and Ceaușescu, consciously or not, felt it. His fate was predetermined.

Twenty one days after this meeting with Gorbachev in Moscow, Nicolae Ceaușescu and his wife Elena were captured shortly after fleeing the Party's Palace surrounded by an angry crowd, put on trial and executed by firing squad on Christmas Day. Two years after the day of Ceaușescu's execution, on December 25th 1991, Mikhaïl Gorbachev, the first and the last President of the Soviet Union signed the decree sanctioning the official end of the existence of the U.S.S.R.

I would add just one more personal trait to this picture. I recollect it from a private dinner offered by the Ceaușescus for Raïssa and Mikhaïl Gorbachev after the last session of the Warsaw Treaty's Political Consultative Committee in Bucharest in July 1989. I was Gorbachev's assistant and interpreter during this opulent private dinner at Ceaușescu's *Primavara* residence near the gorgeous Herăstrău Lake. In spite of the hot summer night the fireplace was lit, like somewhere in the cold capitals of the East, and all windows were draped with heavy curtains. Ceaușescu was afraid of drafts and interceptions even by his own guard.

I remember very well Ceaușescu's ardent attempts to demonstrate to his guests that successful "self-administration and revolutionary democracy" implemented through a set of administrative and territorial reforms "changed the image of the country", "solved the problem of housing for every family", and "paid off all the external debts even before they were due". In his words all of these "historical performances" were achieved "without any painful shock therapies" and were "inconceivable without the leading role of the Party".

Gorbachev's angry comments left Nicolae and Elena speechless: "I know very well the situation not only in my country but also in Romania", Gorbachev replied. "Do you really think, dear Comrade Secretary General, that I do not understand that what I saw – for instance at the "23rd August" factory" –, where the workers were pretending to be completely satisfied with their lot, is just a show window that does not correspond at all to reality?" However, the more serious Gorbachev's replies were, the more impetuous and full of reproaches Ceaușescu's comments became, which irritated the Soviet leader to a great extent. By the end of this "friendly" dinner, the parties remained hostile to each other and I remained... hungry. I did not even have time to try the tasty dishes prepared in the best Romanian tradition and the best wines from Cotnari⁶⁶!

5 - Your personal reaction to the events of December 20-25?

My personal reaction I can formulate in just three words: *Quo Vadis Romania?* Let me draw an historical parallel.

Renaissance of Eastern Europe (from the Perspective of an Insider)", *East European Politics and Societies*, Winter 2004, Vol. 18, n° 1, pp. 45-70.

⁶⁶ Ceslav Ciobanu, *op.cit.*, p 51-52.

I saw the results of the recent survey conducted by the Pew Research Center twenty years after the fall of the Berlin Wall: it clearly shows a retreat of democracy in the former Soviet bloc. The overwhelming majority of Russians deplore the end of the Soviet Union, – in the words of V. Putin, the Russian Prime Minister – “the greatest geopolitical catastrophe of XXth Century”. There is a massive 42% drop in support of democratic changes in Ukraine (from 72% in 1991), and an unexpected 72% of Hungarians consider that life under communism was better from an economical point of view than it is today⁶⁷.

I can compare this with the true sad story of a man from Moldova’s small town Călărași, who had spent years in prison. Being released, after a few months of freedom, he suddenly realized that “freedom becomes a burden”, in the words of Václav Havel. The man in question committed in short time 22 petty crimes (stealing chickens from neighbors; breaking the locks to their cellars, etc.), just for one purpose – getting back to prison. People in Moldova and other former Soviet countries who have been imprisoned for so long, just don’t know what to do with their new-found freedom. The moral is: if the lessons of the 1989 events will not be learned, Moldova and other new democracies in Eastern and Central Europe will be doomed to repeat them. It is too early to close the period of communist nostalgia and relax because of the triumph of hope and democracy. It requires hard work and sacrifices from the governments and civil societies of those countries first of all. I don’t think that we should be complacent with the achievements of the 1989 Revolutions and conclusions of some experts that “communist nostalgia should not be taken too seriously”⁶⁸.

6 - Your personal reaction to the Iliescu - Gorbachev meeting.

I was the person who accompanied Iliescu from Moscow's *Vnukovo 2* airport to the hotel and later on to the meeting with President Gorbachev, I think, in March (or April) 1990. The meeting with Gorbachev, in which Petre Roman the then Prime minister took also part, was a very warm and friendly one. Iliescu exposed his vision of what happened in Romania, the role of the National Salvation Front and his pride to be its leader. I was impressed by Iliescu’s openness and his profound understanding of the difficulties of post-Ceaușescu Romania. He did not pretend that he had solutions and a clear strategy how to address the new Romania revival problems, but Iliescu was very thoughtful in his observations and remarks. Both leaders looked like old friends and colleagues who understand each other perfectly and who appreciate each other's personalities although they had never met before. It was a really constructive dialog (by the way, interrupted many times by Petre Roman’s – often ill-advised – interventions), totally different from discussions with Ceaușescu. It was the only meeting, as I remember, with Gorbachev during Iliescu’s short visit to Moscow.

In this context I'd like to a myth that persisted for years: "the export of revolution by KGB agents from Moscow". This was one of the topics of Gorbachev and Iliescu's meeting. I remember very well the atmosphere of the meeting, which was a complete contrast to the atmosphere in meetings with

⁶⁷ Marcus Walker, “After the Wall: a Debate Over Democracy’s Reach”, *The Wall Street Journal*, October 29, 2009; “Capitalism, Democracy Losing Favor in ex-Soviet Bloc: Poll”, *AFP*, November 2, 2009.

⁶⁸ Slavoj Zizek, “20 Years of Collapse”, *The New York Times*, November 9, 2009.

Iliescu's predecessor. There were no psychological barriers between the two leaders and no hidden thoughts. President Iliescu analyzed the situation, referring to the crisis in December, when the Front for National Salvation was created. According to his comments, everything ended unexpectedly fast; the events were provoked by Ceaușescu himself when he convoked a "meeting with the people". Incredible chaos and uncertainty dominated. "If there were an outside plot, Iliescu continued, things would have evolved in a more organized scenario". Commenting on this subject, Gorbachev mentioned that it is an insult to the Romanian people and society to consider that "the revolution was imported by KGB agents".

I would make a little deviation here: this myth started with Ceaușescu, who felt that Moscow was behind all protest demonstrations; he even broached this notion with a representative of the Soviet embassy when the protests began in Timișoara. One thing surprised me. I visited Bucharest with my colleagues in early 1990, immediately after the revolution. We had a number of informal meetings with average citizens, and several activists who had realigned themselves with one of the new / old parties. I attended the first free elections in Romania as an international observer. At many of these meetings, people congratulated me, when they found that I was "part of Gorbachev's team", for what "Gorbachev did for Romania", namely "the revolution and the overthrow of Ceaușescu". "You should have done this before; the Romanians would have been grateful..." The idea that Moscow instigated the Romanian revolution (through the KGB and other institutions) was deeply embedded in people's consciousness. Trying to argue the opposite, that the people of Romania should be proud that themselves thus overthrew the dictatorship, would have made them think that "you are an agent", rather than believing your arguments and facts.

I remember a piece of advice given to me by Dumitru Diacov, my good friend, former Speaker of the Moldovan Parliament and founder and one of the leaders of the Democratic Party of Moldova. He was a successful journalist in Bucharest, the head of the TASS agency bureau, who knew the situation very well. Stalin had exiled his parents and grandparents to Siberia and he did not even try to hide his abhorrence of Ceaușescu, the KGB and the security services, although some considered him an "agent". I talked to him about the strange reaction that I had received from people. He responded then: "Don't even try to convince people here. They want to believe in myths. That is how they were educated. One myth disappears and another appears. It is possible that they will idolize Ceaușescu for a long time"⁶⁹.

⁶⁹ Although a great deal of time has passed, the cemetery where the Ceaușescus are buried is always visited by many people, especially by senior citizens who bring flowers to the tomb of Nicolae Ceaușescu.



Matei Cazacu

(C.N.R.S., INALCO, Paris)

Le spectateur engagé : du côté de l'exil roumain

Le 1^{er} décembre 1989, j'ai assisté à un colloque organisé à Paris par le CERI⁷⁰ sur les perspectives d'avenir des pays communistes (ou de ce qu'il en restait). Ma mémoire a effacé toutes les impressions, sauf une : la prestation d'un journaliste de Radio Free Europe, grand « spécialiste » (mais ne l'étaient-ils pas tous ?) des affaires roumaines et auteur d'un livre sur la simulation des réformes dans la Roumanie de Ceaușescu. En résumé, la thèse de Michael Shafir (c'était lui le spécialiste), présentée avec aplomb et une suffisance ineffable, était « *mamaliga nu explodează* », en français : « la polenta n'explose pas ». En d'autres termes, le peuple roumain, gavé de polenta depuis des siècles, en avait acquis les caractéristiques : mou et élastique, ou, comme l'écrivait un voyageur du XIX^e siècle, il était, ce peuple, « endurant comme le bœuf et fécond comme les lapins » (cette seconde partie n'était plus vraie depuis et en dépit des lois anti-avortement de Ceaușescu). Tout ceci à grand renfort de schémas, de statistiques et de chiffres débités sur un ton supérieur et ironique, en total décalage avec les prestations des autres participants qui évoquaient la chute de Honecker et celle du mur de Berlin, le débarquement du hongrois Straub et l'abandon du système du parti unique dans son pays, la mise à l'écart du bulgare Jivkov et du tchèque Ladislav Adamec (Husák allait suivre quelques jours plus tard), le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki et de Solidarność en Pologne, la formation des Fronts populaires dans les trois pays baltes et la « chaîne humaine » de 2 millions de personnes protestant contre le pacte Molotov - Ribbentrop, les manifestations de Tbilissi d'avril 1989, les massacres de la place Tian'anmen.

J'ai quitté le colloque furieux et déçu, avec un sentiment amer d'impuissance. Je savais d'autre part, par un ami venu de Roumanie, qu'une grande manifestation avait été prévue pour le 14 décembre à Iași, la ville universitaire qui s'était déjà soulevée pour demander « du chauffage pour vivre et de la lumière pour travailler », mais la Securitate était intervenue et le calme régnait en Moldavie. J'avais rencontré en juillet un professeur de cette même Université venu en Allemagne, à Freiburg im Breisgau, pour travailler à l'édition critique de la première Bible en roumain de 1688. Je n'oublierai jamais son air sauvage, ses yeux hagards et ses mains qui tremblaient quand il évoquait l'hiver précédent lorsqu'il devait se contenter de 12° dans son appartement où il travaillait emmitouflé dans son manteau, un bonnet de fourrure sur la tête et des mitaines aux mains. « Cela ne peut plus continuer comme ça », ne

⁷⁰ CERI, Centre d'études et de recherches internationales, dépendant de Sciences Po (N. d. É.).

cessait-il de répéter, mais il n'avait aucune solution en vue, même pas une occupation soviétique. Je savais (ou croyais savoir) depuis deux ans quels étaient les plans des Grands de ce monde concernant le bloc soviétique : Gorbatchev s'était engagé à permettre des élections libres dans les pays où les mouvements contestataires et les dissidents étaient actifs et organisés, et en 1989 c'était chose (presque) faite. Et la Roumanie ? avais-je demandé ? « La Roumanie et la Bulgarie resteront dans le giron de l'Union Soviétique » vint la réponse. L'homme qui me parlait s'appelait Mihai Botez, un brillant mathématicien devenu dissident, arrêté et torturé, puis libéré avec en poche un passeport pour les États-Unis où il avait de nombreux contacts au Département d'État et dans le monde universitaire. Je l'avais rencontré à Washington en novembre 1987 et il faisait peine à voir : dans l'espace de quelques années, depuis qu'il était venu à Paris, il avait vieilli de vingt ans, avait des difficultés pour respirer et marchait voûté (on chuchotait qu'il avait été irradié par les sbires de Ceaușescu). Je lui avais parlé de la parution quelques jours plus tôt des mémoires de Mihai Pacepa, le maître espion qui avait trahi Ceaușescu en 1978 et qui témoignait publiquement que le dictateur roumain était un dément paranoïaque et un ennemi non seulement de son peuple, mais du monde libre en général. Le livre avait fait grand bruit et Ceaușescu, menacé de représailles par les États-Unis, avait renoncé à la clause de la nation la plus favorisée lui ouvrant les marchés américains pour ses exportations qui affamaient le peuple roumain. Botez m'a confirmé qu'il s'agissait d'un signal fort, d'un changement important de la politique américaine qui interdisait les attaques contre la personne des chefs d'État. Deux ans étaient passés depuis, le camp communiste volait en éclats, les pays voisins de la Roumanie – la Hongrie et même la Bulgarie – avaient changé de leaders, mais la Roumanie ne bougeait pas.

À l'époque, en décembre 1989, cela faisait plus de douze ans que je militais dans la section roumaine de la Ligue pour la défense des droits de l'homme et aux radios occidentales qui émettaient en langue roumaine (Radio Free Europe, BBC, RFI). Nous étions un groupe restreint – un noyau dur de quelques personnes (Paul Goma, Mihnea Berindei, Marie-France Ionesco, qui apportait tout le poids moral de son père, Eugène Ionesco, Maria Brătianu, Dinu Zamfirescu, Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, Anne et François Planche, Sanda Stolojan), et une vingtaine de membres plus ou moins actifs – qui avons organisé manifestations et collectes de signatures, inspiré des articles dans la presse française (de gauche et de centre-gauche) et pris des contacts avec les dissidents soviétiques et d'autres pays de l'Est, les partis politiques, notamment les socialistes et les centristes, pour défendre les Syndicats libres et les dissidents roumains, les intellectuels censurés et persécutés, les ouvriers de Brașov et les mineurs de la vallée du Jiu, pour protester contre la destruction de Bucarest et des villages roumains.

Tout avait commencé en 1976-1977 lorsque Paul Goma s'est imposé à l'attention des Roumains : certains voyaient en lui le Havel ou le Soljenitsyne national et son combat est vite devenu le nôtre. Notre petit groupe a commencé le démarchage des grands quotidiens et hebdomadaires français leur proposant des dossiers sur Goma, sur les syndicalistes libres, sur les mineurs de la vallée du Jiu, sur les internements psychiatriques abusifs. Marie-France Ionesco, qui voyageait en Roumanie, avait pris contact avec le docteur Ion Vianu, un jeune psychiatre horrifié par ce qu'il voyait et qui nous a fourni des documents précieux. Des amis de Goma nous transmettaient, par l'intermédiaire d'un

journaliste belge, ses lettres, ses appels et ses messages. Nous traduisions ces textes en français et Marie-France et Mihnea Berindei assiégeaient les rédactions des journaux français leur proposant ces matériaux. Petit à petit, le courant s'est mis à passer, notamment avec le *Matin de Paris* (Bernard Poulet et Agathe Logeart), *Libération* et *l'Express*. Les pires étaient les journaux de droite, notamment *Le Figaro* : Robert Hersant, son rédacteur de politique internationale, Michel Hamelet, et un sieur Miot, se sont révélés très hostiles, tout comme les feuilles d'extrême-droite. Et pour cause : Hersant participait aux chasses dans les Carpates comme invité de Ceaușescu, Hamelet avait même signé une biographie du « Danube de la Pensée » et Miot, invité à faire un reportage sur la Roumanie, affirmait que le pays se portait bien et qu'il n'y avait de queues devant les magasins alimentaires que dans l'imagination des exilés. *Le Monde* mérite une mention à part : le journal avait refusé de publier la nouvelle de l'arrestation de Paul Goma en mars 1977, mais le 8 mai, comme par hasard, on pouvait lire dans ses pages la nouvelle de son élargissement ! Sans commentaires.

La classe politique française, gaullistes et communistes, voyait en Ceaușescu soit le pendant est-européen de de Gaulle, soit un camarade chez qui il fait bon passer des vacances à la Mer noire. Le président Giscard d'Estaing, qui avait cru pouvoir arrêter la guerre froide en déposant une couronne au mausolée de Lénine et en fermant les émissions en langues est-européennes (dont le roumain) de Radio-Paris, nous avait interdit de manifester devant l'ambassade de Roumanie le 9 mai 1977. Ce jour-là, on y fêtait à l'Est la capitulation de l'Allemagne selon la vulgate stalinienne, et non le 8 comme les Occidentaux (on dit que Staline, toujours méfiant, avait attendu 24 heures la confirmation du message radiodiffusé du grand amiral Doenitz annonçant la reddition sans conditions ; le comble est que la Roumanie fête aujourd'hui encore cet événement le 9 mai, tout comme la Russie !). Goma venait d'être libéré, mais nous avions organisé la manif' depuis longtemps et nous voulions protester aussi contre la persécution des syndicalistes comme Vasile Paraschiv, déclaré fou et enfermé dans un asile psychiatrique. Durant la réception à l'ambassade, un formidable déploiement de CRS et de policiers empêchait l'accès à l'entrée principale du 123, rue Saint-Dominique. La préfecture de police nous avait, très généreusement, permis de manifester... au Champ de Mars ! Nous avons alors décidé de tromper la vigilance des pandores et nous avons formé trois groupes : un groupe de sacrifice manifestait pacifiquement au Champ de Mars, où il y avait plus de policiers que de manifestants. Les deux autres, le noyau dur de la contestation anti-Ceaușescu, nous étions rendus un par un ou par petits groupes dans deux appartements conspiratifs, l'un rue Saint-Dominique, juste en face de l'entrée principale de l'ambassade, et l'autre rue de l'Exposition vis-à-vis de l'entrée du consulat roumain. À l'heure H, nous sommes sortis en masse avec des pancartes (on y lisait : « Ceaușescu, Amin Dada, même combat ! », « Libérez Goma ! », « Paraschiv pas fou ! ») et des ballons remplis d'hélium portant des inscriptions similaires. Sur le moment, les forces de l'ordre, confrontées aux hordes moldo-valaques apparues à l'intérieur du périmètre de sécurité, ont été complètement dépassées et nous aurions pu entrer dans la cour d'honneur de l'ambassade devant laquelle un policier solitaire dirigeait les voitures des invités à la réception. Mais les CRS se sont vite ressaisis et ont commencé à nous repousser, gentiment mais fermement, du trottoir de l'ambassade sur celui d'en face et ensuite vers le Champ de Mars. Et c'est là que Claude Mauriac, qui était des nôtres, s'est jeté, une pancarte à la main en criant « Libérez Goma ! », contre le cordon policier. Dont la réaction a été immédiate : un coup de poing sur le nez ! Le visage en sang, Claude a crié : « Je verse mon sang pour la liberté en Roumanie » !

Le même soir, on donnait au théâtre d'Orsay une pièce dont l'auteur était un membre du Comité central du PCR, et le metteur en scène un homme que nous considérions comme l'un des nôtres. Grande a été ma déception quand Virgil Tănase, pour ne pas le nommer, a refusé de rendre public notre communiqué sur les persécutions en Roumanie en criant que cela allait nuire à sa carrière de metteur en scène ! Heureusement qu'à la fin de la représentation, Alain Paruit est monté sur scène et a lu le communiqué qui a ému toute la salle ; je dois pourtant préciser que peu de gens (en majorité des Français de souche) se sont solidarisés et ont signé notre appel. La plupart m'ont répondu qu'ils avaient de la famille en Roumanie et qu'en signant ils risquaient de ne plus pouvoir voyager à Bucarest ! C'est alors que j'ai vérifié la justesse des dires de Lénine : « Il n'y a pas d'exil, il n'y a que des exilés ! »

L'arrivée à Paris de Paul Goma à l'automne 1977 nous a permis d'organiser notre mouvement et de dépasser le stade artisanal en lui donnant un cadre institutionnel : Goma était ulcéré par l'absence de réaction de la Ligue roumaine pour la défense des droits de l'homme, une vénérable institution créée en 1923 et affiliée à la Ligue française, mais qui sommeillait depuis qu'elle était dirigée par un juriste d'origine roumaine réfugié en France depuis 1948. L'homme avait laissé sa famille en Roumanie, sa femme avait été envoyée au Goulag (le chantier du Canal Danube - Mer noire) et ses deux enfants avaient été élevés par un frère qui était membre important du PCR. Bien que personnalité importante de l'exil roumain, Virgil Veniamin avait cédé au chantage de Bucarest et était devenu agent d'influence, ce qui était de notoriété publique depuis le procès Caraman, le plus important réseau d'espionnage de l'OTAN mis en place par les services secrets roumains à Paris et à Bruxelles. Pratiquant la tactique trotskiste de l'entrisme, nous nous sommes inscrits en masse dans la Ligue et avons élu, en dépit des manœuvres dilatoires de Veniamin, un nouveau président de la Ligue ; après la mort de Constantin Cesianu, nous avons élu une femme de lettres, Sanda Stolojan qui a représenté la Ligue jusqu'en 1990 et quelques.

Dorénavant, nous parlions, écrivions et agissions au nom de la Ligue, et non plus en tant que « nostalgiques du régime bourgeois-latifundiaire », ou monarchiste, ou au nom des partis politiques (qui se sont eux aussi regroupés dans un Comité national roumain placé sous le patronage du roi Michel et plus tard dans une Union mondiale des Roumains libres). Les droits de l'homme étaient la tarte à la crème de l'époque, le passe-partout qui nous ouvrait les portes des médias et des politiciens enfin rassurés de nos bonnes intentions, et surtout de la gauche française non-communiste. De ce point de vue, les deux septennats de François Mitterrand ont été véritablement miraculeux : nous pouvions manifester librement devant l'ambassade roumaine, sans présence policière, juste quelques agents des Renseignements généraux qui étaient devenus nos copains, les journaux français publiaient nos dossiers, les radios Free Europe, la BBC et la Voix de l'Amérique étaient de plus en plus critiques à l'adresse du régime roumain et les visites à l'étranger du « Génie des Carpates » suscitaient de plus en plus de manifestations hostiles, tant dans la rue que dans les médias.

Nous avons sûrement irrité Ceaușescu et son entourage, mais c'étaient là des piqûres de moustique sur un rhinocéros. Cependant, plusieurs d'entre nous ont reçu des menaces de mort (en roumain), signées par des organisations fantômes, Paul Goma et deux autres exilés ont reçu des colis piégés contenant

les mémoires de Khrouchtchev (en espagnol !). À l'exception de Mihai Korne, un industriel qui militait dans un groupe de réfugiés des pays de l'Est et qui publiait régulièrement des projets de société post-communiste dans un journal d'apparence modeste qu'il éditait et distribuait, nul d'entre nous n'avait, à ma connaissance, une idée claire de ce que nous voulions, de ce que l'avenir nous réservait : certains étaient monarchistes, d'autres rêvaient à une république à la française ou à l'américaine ; certains prédisaient la disparition des partis politiques traditionnels et leur remplacement par des syndicats et des forums civiques ; les Hongrois préconisaient un État fédéral avec une grande autonomie pour les régions, notamment la Transylvanie qui leur avait appartenu avant 1918. L'essor du syndicat Solidarność et l'instauration de l'état de guerre en Pologne en 1979, de même que l'invasion soviétique de l'Afghanistan, puis l'attentat contre le Pape deux ans plus tard, nous envoyaient le même message : la bête, même blessée, était encore très dangereuse.

Cependant, une chose me semble aujourd'hui sûre : tout comme les exilés roumains de 1848, après la défaite de la révolution de Valachie, nous étions en train de réaliser quelque chose d'important, à savoir la création d'une « question internationale », la Roumanie de Ceaușescu. Au XIX^e siècle, la « question roumaine » a été résolue par la guerre de Crimée et la défaite de la Russie dont la mainmise sur les principautés roumaines a été refoulée pour 90 ans. Mais qui allait faire la guerre à l'URSS dans les années 1980 pour libérer les pays satellites ?

À tous, et à moi tout particulièrement, le communisme semblait trop solidement enraciné et trop puissant, Gorbatchev nous apparaissait au début comme un simple avatar à visage humain de son maître à penser Iouri Andropov, ancien patron du KGB qui n'avait pas son pareil dans l'art de la désinformation et dont le projet politique prévoyait l'installation du KGB à la place du Parti au pouvoir dans les républiques soviétiques (et vraisemblablement partout dans le camp communiste), à l'instar de ce qui s'était passé en Turkmenistan. Contrairement aux kremlinologues, les mots d'ordre *perestroïka* et *glasnost* nous semblaient des gadgets, des cataplasmes sur une jambe de bois. Le communisme à visage humain était une contradiction dans les termes et Gorby avait, tout comme ses prédécesseurs, commencé par nier l'existence des clauses secrètes du pacte Molotov - Ribbentrop (de 1939) et les massacres de Katyn, ce qui nous faisait douter sérieusement de sa bonne foi. Aujourd'hui je salue en lui le fossoyeur de l'Empire soviétique et je reconnais que je me suis trompé à son égard. Mais en tant qu'historien, je savais que la Russie avait déjà connu des « Temps des troubles » en 1598 - 1613 et durant la guerre civile et ensuite la NEP, d'où elle était sortie renforcée et plus agressive que jamais.

Restait le coup de poker de Ronald Reagan (la « Guerre des étoiles ») et l'aversion manifeste de Gorbatchev à l'égard des vieux crabes des PC européens comme Honecker, Jivkov et Ceaușescu, qui avaient été emportés par leurs proches et par le peuple, le vrai, en l'espace de deux mois (octobre - décembre 1989). Les deux premiers, mais pas Ceaușescu. Pas encore. Il avait pourtant gravement provoqué Gorby lors de la visite de ce dernier en Roumanie et aussi avant et après celle-ci, et en novembre 1989 il lui avait lancé un ultimatum le sommant de tirer les conclusions de l'annulation du pacte Molotov - Ribbentrop qui avait laissé main libre à Staline pour attaquer la Finlande, dépecer la Pologne de concert avec Hitler, occuper les pays baltes et arracher la Bessarabie et la Bucovine du Nord à la Roumanie. Plus grave encore, à l'occasion du même Congrès du PCR, Ceaușescu avait affirmé que les physiciens roumains étaient capables de fabriquer la bombe atomique, un coup de

bluff qui avait fait pourtant impression : ceci se passait 20 ans avant l'Iran et la Corée du Nord, mais aussi avant l'Inde, le Pakistan et Israël.

D'autre part, j'étais moi aussi convaincu, un peu comme tout le monde, que l'effondrement de l'URSS viendrait des républiques musulmanes d'Asie centrale, en pleine expansion démographique, détestant les athées russes et désireuses de s'emparer des commandes de l'Empire. Cette vulgate, diffusée par certains spécialistes du monde soviétique, reprenait, en les dénaturant, les recherches pionnières d'un grand et modeste historien, Alexandre Bennigsen, et de son assistante Chantal Lemerrier-Quelquejay, qui avaient, les premiers, attiré l'attention sur le formidable potentiel de l'Islam en Union Soviétique, sans pour autant tirer des plans sur la comète comme d'autres qui occupaient des chaires d'histoire en Sorbonne et des fauteuils à l'Académie française. La suite allait donner raison à la prudence de Bennigsen : le mouvement centrifuge a commencé dans les pays baltes, en Georgie et en Arménie, pays à dominante chrétienne et à la démographie étale.

Mais revenons à nos... Roumains en ce jour de 1^{er} décembre 1989 qui m'avait laissé un goût si amer. Pas pour longtemps, car deux semaines plus tard, une manifestation de fidèles défendant leur pasteur à Timișoara se transformait en un mouvement de masse qui allait engloutir le parti communiste et le couple Ceaușescu, l'Antéchrist exécuté le 25 décembre. Interrogé sur la façon dont il avait passé le Noël de 1989, le grand acteur britannique Peter O'Toole (récemment disparu) avait répondu : « Pas aussi intéressant que celui de Ceaușescu ! »

La mascarade intitulée « procès » du couple de tyrans qui avaient ravagé le pays, me les a rendus presque sympathiques dans leur détresse, dans la veulerie des accusateurs et dans la dignité d'un Ceaușescu qui n'avait pas flanché devant ses anciens valets déguisés en juges. Il aurait pu dire lui aussi, comme l'avocat de Louis XVI⁷¹ : « Je cherche parmi vous des juges et je ne vois que des accusateurs ! » En Roumanie on écrivait son nom avec minuscule dans un dérisoire effort de l'amoindrir, et les discours et le comportement de ses successeurs, amplement diffusés par la télévision française, m'ont dégoûté au plus profond de moi-même. Je n'avais aucune pitié ni compréhension pour Ceaușescu et son épouse, mais je considérais qu'ils ne méritaient pas leur sort et qu'en définitive le pire criminel avait droit à un procès équitable. Ou bien un peloton d'exécution sans autre forme de procès, mais pas une balle dans la tête comme cela a été le cas dans la réalité, suivi d'un simulacre grotesque d'exécution, le tout filmé et vendu aux télévisions occidentales, dans des conditions pitoyables, pour des sommes ridicules.

Ce qui me paraissait le plus étonnant était la personnalité des successeurs de Ceaușescu, tous issus du sérail et représentant trois générations de soviétophiles, d'hommes formés en URSS ou dans le culte de l'URSS : dans l'ordre décroissant de l'âge, Silviu Brucan, Ion Iliescu et Petre Roman. Et c'est à partir de janvier 1990 que j'ai commencé à réfléchir à froid à l'enchaînement de circonstances et aux signes précurseurs de la révolution roumaine. Paradoxalement, c'est une déclaration du ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Roland Dumas, qui m'a mis la puce à l'oreille. En résumé, Dumas a déclaré que depuis un an les Soviétiques « nous » avaient avertis qu'il y aurait des changements en Roumanie, mais qu'ils avaient la situation bien en main et qu'il ne fallait pas s'en inquiéter (3 janvier 1990 sur

⁷¹ Raymond (ou Romain) Desèze (1748-1828) (N. d. É).

RFI). Je me suis alors souvenu que le 9 mars 1989, la Commission de l'ONU pour les droits de l'homme avait condamné la Roumanie pour les graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales de ses citoyens. Dans le préambule des discussions de Genève, s'écartant ainsi de toutes les traditions politiques françaises, le premier ministre Michel Rocard avait déploré le sort « de ce malheureux peuple roumain » et avait eu des mots extrêmement durs pour ses « gouvernants qui restent à l'écart du grand courant européen, consacré par l'adoption, sans réserves de procédure, de l'obligation de protéger les droits de l'homme, à l'occasion de la Conférence de Vienne pour la sécurité et la coopération en Europe ».

Le lendemain, la BBC et la presse française publiaient la lettre de six anciens dignitaires communistes roumains de premier rang adressée à Ceaușescu, dans laquelle ils condamnaient son action se basant sur le texte de la Constitution, sur la logique et sur les engagements internationaux de l'État roumain. Ont suivi l'interview de Mircea Dinescu dans *Libération* et une étrange invitation à m'inscrire dans un nouveau parti socialiste roumain qui devait être créé à Paris et qui allait regrouper aussi des communistes « honnêtes ». Cette invitation venait d'un personnage douteux, l'écrivain Virgil Tănase, dont les liens avec les services secrets de tous bords, tant français que roumains, étaient connus ou fortement soupçonnés. Je me suis donc demandé s'il ne s'agissait pas d'un essai de sauter dans la barque qui voguait vers un avenir incertain, et j'ai refusé d'adhérer.

Évidemment, il n'y a là que des impressions et des pièces d'un puzzle forcément incomplet. Pour Ceaușescu et pour beaucoup de Roumains, le sort du pays aurait été décidé lors de l'entrevue Bush - Gorbatchev à Malte, ce qui a donné l'expression « *După Yalta, Malta* » (« Après Yalta, Malte »). Aujourd'hui encore, les thèses du complot et de la révolution spontanée s'affrontent et il me semble qu'une comparaison avec le coup d'État du 23 août 1944 serait un exercice salutaire, même si nous sommes aujourd'hui bien mieux informés sur ce qui s'est passé voici 65 ans que sur les événements d'il y a vingt ans. En bref, un coup d'État réussi là où l'Italie, la Hongrie et la Pologne avaient échoué, qui a eu des conséquences importantes pour l'histoire de la Roumanie, a été maquillé et dénaturé par les communistes en « insurrection armée (révolution) nationale, antifasciste et anti-impérialiste ». Les coups d'État (officiels) ne sont pas admis par la vulgate communiste depuis celui du 25 octobre 1917 rebaptisé Grande révolution socialiste d'octobre, et les communistes roumains, qui souffraient d'un manque de révolutions dans le passé historique, en ont inventé au moins deux, celle de 1821 (de Tudor Vladimirescu) et celle de 1944. Pour leur coup d'État de 1989, ils ont donc adopté le discours révolutionnaire, alors que de toute évidence il y a eu l'un et l'autre : le complot et la révolution populaire.

Roumanie, 20 ans après...

20 ans après, témoins, analystes, historiens et spécialistes en sciences politiques racontent, éclairent, expliquent les tragiques événements de décembre 1989 en Roumanie : révolution ? coup d'État ? révolution confisquée ? Longtemps la question s'est posée après les chocs médiatiques des 17 au 25 décembre 1989 : l'exécution du couple Ceaușescu a-t-elle été le fait d'une révolution populaire, ou d'un coup d'État perpétré par l'armée ou par une minorité de communistes réformateurs ? Quel fut le rôle des grandes puissances, de Washington à Moscou, dans ce contexte de fin de guerre froide et d'émancipation qui a balayé successivement toutes les « démocraties populaires » d'Europe orientale ?

20 ans après, les dévoilements sur la réalité des faits sont possibles ; les réflexions sur les erreurs des médias à l'Ouest, sur les objectifs des différents acteurs du renversement des Ceaușescu sont indispensables.

20 ans après : un retour en profondeur sur décembre 1989, qui aide à saisir les complexités de l'évolution de la Roumanie d'aujourd'hui, membre de l'OTAN et de l'Union européenne.

*Voici l'essentiel des débats menés sur ces thèmes lors du colloque international tenu sous le haut patronage de M. Roland Dumas, ancien ministre des Affaires étrangères, et de S.E. Teodor Baconschi, ambassadeur de Roumanie en France, en l'Hôtel national des Invalides, le 4 décembre 2009. **20 ans après !***